



ERNST & YOUNG et Autres

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
France

Artémis S.A.S.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 décembre 2020
Artémis S.A.S.
12, rue François 1er - 75008 Paris
Ce rapport contient 79 pages
Référence : PB-21-2-02



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
France

Artémis S.A.S.

Siège social : 12, rue François 1er - 75008 Paris
Capital social : €.862 017 387

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A la collectivité des associés de la société Artémis S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Artémis S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles

que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre société procède annuellement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et évalue s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme selon les modalités décrites dans la note 5-6 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et avons apprécié que les notes 5-6, 6 et 7 de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Votre société constitue des passifs pour couvrir, le cas échéant, les risques fiscaux. Nous avons examiné et pris en compte les éléments relatifs à ces contentieux en cours ou encore la probabilité de survenance des risques identifiés dans notre appréciation des provisions enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2020. Nous avons apprécié le caractère approprié de ces estimations à la clôture.
- Votre société évalue ses stocks au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation et peut être amenée à constater, le cas échéant, une dépréciation sur les stocks selon les modalités décrites dans la note 14 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons apprécié les méthodes utilisées pour l'évaluation des stocks ainsi que les hypothèses et les modalités d'application retenues pour déterminer les provisions. Nous avons contrôlé que la note 14 de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés

ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

Artémis S.A.S.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
30 avril 2021

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 30 avril 2021

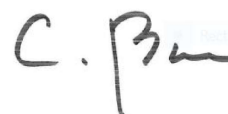
Paris La Défense, le 30 avril 2021



Pascal Brouard
Associé



Pierre Bourgeois
Associé



Clotilde Bor
Associée

ARTEMIS S.A.S.

COMPTES CONSOLIDES EN NORMES IFRS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

Etat de la situation financière consolidée

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat global consolidé

Tableau des flux de trésorerie consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux comptes consolidés

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

AUX 31 DECEMBRE 2020 ET 2019

ACTIF

(en millions d'euros)	Références à l'annexe	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Ecarts d'acquisition	6	4 498,4	4 605,8
Autres immobilisations incorporelles	7	7 245,9	7 513,7
Immobilisations corporelles	8	4 533,6	4 482,4
Droits d'utilisation	9	4 179,5	4 562,0
Participations dans les sociétés mises en équivalence	10	2 603,5	3 057,3
Actifs financiers non courants	11	580,5	538,7
Actifs d'impôts différés	12	1 232,7	1 413,6
Autres actifs et dérivés non courants	13 - 26	51,1	33,4
Actif non courant		24 925,2	26 206,9
Stocks	14	3 039,9	3 174,3
Créances clients	15	1 685,7	2 018,4
Créances d'impôts courants	12	613,1	309,7
Actifs financiers courants	11	662,4	756,1
Autres actifs et dérivés courants	15 - 26	1 443,6	1 190,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	3 951,7	2 742,5
Actif courant		11 396,4	10 191,0
Actifs détenus en vue de la vente ou de la distribution	17	0,7	6,1
TOTAL ACTIF		36 322,3	36 404,0

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

AUX 31 DECEMBRE 2020 ET 2019

PASSIF

(en millions d'euros)	<i>Références à l'annexe</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Capital social	18	862,0	862,0
Réserves de conversion		(482,4)	(373,8)
Autres réserves		5 745,3	5 595,8
Capitaux propres part du Groupe		6 124,9	6 084,0
Capitaux Propres-Part revenant aux intérêts non contrôlés		6 753,9	6 209,8
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		12 878,8	12 293,8
Provisions	19	42,5	34,3
Provisions pour retraites et autres avantages similaires	20	167,4	162,7
Dettes financières à long terme	21 - 22	9 030,9	7 843,1
Dettes financières liées aux locations à long terme	9	3 749,1	3 883,8
Passifs d'impôts différés	12	1 514,7	1 608,1
Autres passifs et dérivés non courants	24 - 26	371,5	205,4
Passif non courant		14 876,1	13 737,4
Provisions	19	213,6	216,2
Provisions pour retraites et autres avantages similaires	20	12,7	9,3
Dettes financières à court terme	21 - 22	2 306,3	2 789,9
Dettes financières liées aux locations à court terme	9	563,6	751,8
Dettes fournisseurs	25	1 678,5	1 987,0
Dettes d'impôts courants	12	915,2	1 370,6
Autres passifs et dérivés courants	25 - 26	2 877,4	3 247,2
Passif courant		8 567,3	10 372,0
Passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente ou de la distribution	17	0,1	0,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		36 322,3	36 404,0

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

AUX 31 DECEMBRE 2020 ET 2019

(en millions d'euros)	<i>Références à l'annexe</i>	2020	2019
Activités poursuivies			
Produits des activités ordinaires		13 990,8	17 146,4
Coûts des produits et services vendus		(3 842,1)	(4 403,2)
Marge brute		10 148,7	12 743,2
Charges de personnel et coûts des avantages au personnel		(2 424,0)	(2 711,2)
Autres produits et charges opérationnels courants		(4 674,5)	(5 134,9)
Résultat opérationnel courant		3 050,2	4 897,1
Autres produits et charges opérationnels non courants		(525,1)	(233,5)
Résultat opérationnel	27	2 525,1	4 663,6
Charges financières (nettes)	28	(77,8)	(430,3)
Résultat courant avant impôts		2 447,3	4 233,3
Impôts sur les bénéfices	29	(744,6)	(2 169,7)
Résultat net des entreprises intégrées		1 702,7	2 063,7
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		28,4	117,2
Résultat des activités poursuivies		1 731,1	2 180,8
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées		(9,8)	125,4
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 721,3	2 306,3
Intérêts non contrôlés		1 047,8	1 383,2
Résultat net de l'exercice part du Groupe		673,5	923,0
Résultat net par action part du Groupe (en euros)		12,0	16,5
Résultat net dilué par action part du Groupe (en euros)		12,0	16,5
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)		30,9	39,0
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)		30,9	39,0

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

AUX 31 DECEMBRE 2020 ET 2019

(en millions d'euros)	2020	2019
Résultat net	1 721,3	2 306,3
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé	-	-
Ecart actuariels ⁽¹⁾	(11,7)	(21,8)
Eléments non recyclables de la quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées	-	-
Eléments non recyclables en résultat	(11,7)	(21,8)
Ecart de conversion	(176,7)	73,9
Couvertures des flux de trésorerie ⁽¹⁾	145,3	10,6
Actifs évalués à la juste valeur ⁽¹⁾	52,2	(0,1)
Quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées	(85,1)	(18,9)
Eléments recyclables en résultat	(64,3)	65,5
Autres éléments du résultat global, après impôt	(76,0)	43,7
Résultat global total	1 645,3	2 350,0
Dont part du groupe	566,3	949,1
Dont part des intérêts non contrôlés	1 079,0	1 400,9

(1) Net d'impôt

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	2020	2019
Résultat net des activités poursuivies	1 731,3	2 180,8
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	1 603,9	1 405,9
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	23.2 (736,6)	(446,2)
Capacité d'autofinancement	23.2 2 598,5	3 140,5
Charges et produits d'intérêts	404,8	365,0
Dividendes reçus	(0,1)	(0,5)
Charge nette d'impôt exigible	29 687,6	2 623,1
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	3 690,9	6 128,1
Variation du besoin en fonds de roulement	58,2	(631,8)
Impôts sur le résultat payés	12.1 (1 443,8)	(2 943,2)
FLUX DE TRESORERIE ISSUS DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	2 305,3	2 553,1
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 069,5)	(1 374,1)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	65,4	31,5
Investissement d'exploitation net	(1 004,1)	(1 342,6)
Acquisition de titres de participation et titres immobilisés	(328,9)	(106,8)
Cessions de titres de participation et titres immobilisés	733,7	0,8
Impact sur la trésorerie des variations de périmètre	10,2	24,0
Variation nette des autres immobilisations financières	951,1	(318,8)
Intérêts et dividendes reçus	30,4	56,0
Investissement financier net	1 396,5	(344,8)
FLUX DE TRESORERIE ISSUS DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	392,4	(1 687,4)
Variation des emprunts et dettes financières	23.3 650,4	1 218,1
Remboursement des passifs sur contrats de location	(829,2)	(680,1)
Augmentation (réduction) de capital d'Artémis, société-mère	-	-
Augmentation (réduction) de capital des filiales	(80,7)	(420,8)
Dividendes versés par Artémis, société-mère	(330,3)	(50,4)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés des filiales intégrées	(597,2)	(801,1)
Intérêts versés	(380,7)	(382,3)
FLUX DE TRESORERIE ISSUS DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 567,6)	(1 116,6)
Flux nets liés aux activités abandonnées	(4,3)	132,7
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie	81,2	126,7
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	1 206,9	8,5
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	23.1 2 289,1	2 280,6
Trésorerie à la clôture de l'exercice	23.1 3 496,0	2 289,1

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Réserves de conversion	Rééval. des instruments financiers	Autres réserves et résultats nets part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux Propres-Part revenant aux intérêts non contrôlés	Capitaux propres consolidés de l'ensemble consolidé
Au 31 décembre 2018	862,0	(406,3)	(47,2)	5 063,7	5 472,2	6 018,9	11 491,1
Résultat global total	-	53,6	0,1	895,4	949,1	1 400,9	2 350,0
Dividendes versés	-	-	-	(50,4)	(50,4)	(800,3)	(850,7)
Titres d'autocontrôles "Kering"	-	-	-	(167,7)	(167,7)	(237,6)	(405,3)
1ere application IFRIC 23	-	-	-	(68,7)	(68,7)	(97,3)	(166,0)
Autres variations	-	(21,1)	(2,5)	(26,9)	(50,5)	(74,8)	(125,3)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	(21,1)	(2,5)	(313,7)	(337,3)	(1 210,0)	(1 547,3)
Au 31 décembre 2019	862,0	(373,8)	(49,6)	5 645,4	6 084,0	6 209,8	12 293,8
Résultat global total	-	(99,7)	(50,4)	716,4	566,3	1 079,0	1 645,3
Dividendes versés	-	-	-	(330,3)	(330,3)	(520,2)	(850,5)
Artémis put "Kering"	-	-	-	(152,8)	(152,8)	-	(152,8)
Autres variations	-	(8,9)	(27,4)	(6,0)	(42,3)	(14,7)	(57,0)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	(8,9)	(27,4)	(489,1)	(525,4)	(534,9)	(1 060,3)
Au 31 décembre 2020	862,0	(482,4)	(127,4)	5 872,7	6 124,9	6 753,9	12 878,8

Table des matières

1.	PRESENTATION	9
2.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	9
3.	PANDEMIE DE COVID-19	11
4.	EVOLUTION DU PERIMETRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS.....	13
5.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	15
6.	ECARTS D'ACQUISITION.....	24
7.	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	26
8.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29
9.	CONTRATS DE LOCATIONS	32
10.	PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE.....	35
11.	ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	35
12.	IMPOTS DIFFERES ET EXIGIBLES	38
13.	AUTRES ACTIFS ET DERIVES NON COURANTS.....	39
14.	STOCKS.....	40
15.	CREANCES ET AUTRES ACTIFS COURANTS	41
16.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	41
17.	ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE.....	42
18.	CAPITAL SOCIAL	42
19.	PROVISIONS.....	43
20.	PROVISIONS POUR RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES SIMILAIRES	44
21.	DETTES FINANCIERES.....	47
22.	ENDETTEMENT FINANCIER NET	49
23.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE.....	50
24.	AUTRES PASSIFS ET DERIVES NON COURANTS	51
25.	AUTRES PASSIFS ET DERIVES COURANTS.....	51
26.	INSTRUMENTS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE	51
27.	RESULTAT OPERATIONNEL.....	53
28.	CHARGES FINANCIERES NETTES	55
29.	IMPOTS SUR LES BENEFICES	56
30.	SECTEURS OPERATIONNELS	58
31.	EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	61
32.	ENGAGEMENTS HORS-BILAN.....	63
33.	REMUNERATION.....	64
34.	EFFECTIF	64
35.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	64
36.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	64
37.	LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES.....	65

1. PRESENTATION

Artémis, société-mère du Groupe, est une société par actions simplifiée dont le siège social est 12, rue François 1er – 75008 Paris - France.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 reflètent la situation comptable d'Artémis et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 08 juin 2021.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Artémis SAS est une société d'investissement dont les filiales et participations sont engagées dans des activités diversifiées. La plus importante est Kering dont les activités sont centrées sur les marques d'habillement et d'accessoires, présentes sur le segment dynamique du Luxe.

La liste complète des sociétés consolidées au 31 décembre 2020 ainsi que le pourcentage d'intérêts ultime d'Artémis sont communiqués en Note 37.

Sauf précision contraire, les sociétés ci-après sont détenues à chaque palier de consolidation avec un pourcentage d'intérêts proche de 100 %. Au-delà des holdings intermédiaires, le périmètre de consolidation peut être réparti de façon synthétique comme suit :

2-1 Kering

Artémis détient 41,44% (41,38% en 2019) de **Kering**. L'activité de Kering repose sur des marques puissantes à fort rayonnement international, des segments de marché cohérents et un secteur de consommation dynamique. Les activités du Luxe regroupent les Maisons de prestige **Gucci, Saint Laurent, Bottega Veneta, Alexander McQueen, Balenciaga, Boucheron, Brioni, Girard-Perregaux, Pomellato, Dodo, Qeelin, Ulysse Nardin et Kering Eyewear**.

Les intérêts non contrôlés s'élèvent à 58,56%. En 2020 ils représentent :

- 1 054,6 millions d'euros de résultat net,
- 6 740,2 millions d'euros de capitaux propres,
- 518,9 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires

Les états financiers de Kering sont disponibles sur le site de Kering à l'adresse suivante : <http://www.kering.com/fr/finance/publications>

2-2 Ventes aux enchères et Art

Artémis détient la société britannique **Christie's International**, un des principaux groupes mondiaux de ventes aux enchères d'œuvres d'art.

2-3 Activités viticoles

Artémis est actionnaire de plusieurs exploitations produisant des vins d'exception :

- la **Société Civile du Vignoble de Château Latour**, détenue à 95,48%, située dans la région viticole de Pauillac,
- **Domaine d'Eugénie**, détenue à 100%, située à Vosne-Romanée,
- la **Société Civile du Vignoble de Château Grillet et Domaine de Château Grillet**, détenues à 100%, situées dans la Vallée du Rhône à proximité des appellations Condrieu et Côte-Rotie,
- **Kerwin Estate**, détenue à 100%, située dans la vallée de Napa en Californie.
- la **Société Civile du Clos de Tart**, détenue à 100%, située sur le territoire du village de Morey-Saint-Denis et représentant le plus vaste Monopole classé en Grand Cru. Le domaine produit deux vins : le Clos de Tart grand cru et le Morey-Saint-Denis premier cru La Forge, issu des jeunes vignes du Clos.

2-4 Autres activités

Artémis est engagée dans un certain nombre d'activités et intègre donc les actifs suivants dans son périmètre de consolidation :

2-4.1 Presse

Artémis développe en France son activité presse à travers le groupe **Sebdo Le Point** qui édite l'hebdomadaire **Le Point**.

2-4.2 Croisières

Artémis développe une activité touristique à travers le croisiériste français de luxe **Ponant**.

L'entreprise créée en 1988 et basée à Marseille, fabrique et exploite des navires de croisières de luxe.

Arvag, qui détient 100% de la **Compagnie du Ponant SAS**, est détenue à 93,44% et est intégrée globalement dans les comptes de Artémis.

La flotte opère commercialement 12 navires : l'Austral, le Boréal, le Lyrial, le Soléal, le Lapérouse, le Champlain, le Bougainville, le Dumont d'Urville, le Jacques-Cartier, le Bellot, le Ponant et P. Gauguin.

2-4.3 Autres participations

Artémis consolide les sociétés suivantes :

- **Stade Rennais Football Club**, détenue à 100%
- **Puma** (détenue à 32,88% et comptabilisée par mise en équivalence)
- **SCAR**, société d'affrètement d'hélicoptères (détenue à 49% et comptabilisée par mise en équivalence)

3. PANDEMIE DE COVID-19

Le chiffre d'affaires du Groupe Artémis en 2020 s'élève à 13 991 millions d'euros, en recul de -19% par rapport à l'année 2019. Le résultat opérationnel courant s'établit à 3 050 millions d'euros en 2020, en baisse de -38% par rapport à l'année 2019.

L'ensemble des filiales du Groupe ont mis en place des mesures d'économies visant à protéger leur rentabilité. Les impacts liés à la pandémie de Covid-19 sont constatés dans le compte de résultat de l'exercice et affectent essentiellement le résultat opérationnel courant. Notamment, les coûts associés aux mesures sanitaires (achat de gel hydroalcoolique et de masques, mesures exceptionnelles de désinfection régulière des locaux, etc.) sont considérés comme des charges opérationnelles courantes.

Le risque de liquidité également a été pris en compte par le Groupe. Kering et Artémis ont réalisé des émissions obligataires, certaines de nos filiales ont obtenu des Prêts garantis par l'état et dans une perspective de gestion active de la liquidité, les échéances de dettes ont été renégociées.

Les principaux impacts de la crise sanitaire au sein du Groupe Artémis sont les suivants :

Kering

Le chiffre d'affaires de Kering en 2020 s'élève à 13 100 millions d'euros, en recul de -18% par rapport à l'année 2019. Le résultat opérationnel courant s'établit à 3 135 millions d'euros en 2020, en baisse de -34% par rapport à l'année 2019.

Au cours du premier semestre le contexte sanitaire et les mesures de confinement ont conduit à la fermeture progressive d'une grande partie des magasins du Groupe Kering, impactant lourdement sa performance. En dépit de nouvelles restrictions et fermetures de magasins au cours du quatrième trimestre, la baisse de la performance au cours du second semestre a été plus limitée.

Christie's

Le chiffre d'affaires de Christie's en 2020 s'élève à 580 millions d'euros, en recul de -20% par rapport à l'année 2019. Le résultat opérationnel courant s'établit à 34 millions d'euros en 2020, en baisse de -63% par rapport à l'année 2019.

Christie's a dû faire face à la suspension des ventes aux enchères traditionnelles partout dans le monde au cours du second trimestre 2020. Les ventes privées ont constitué une alternative aux

ventes en salle. Pour faire face à la crise, Christie's a également accéléré sa stratégie digitale. Enfin, pour préserver sa rentabilité, Christie's a dû mettre en place un plan d'économies qui inclut notamment une diminution des effectifs et une réduction des coûts de structure et des frais généraux.

Ponant

Le chiffre d'affaires de Ponant en 2020 s'élève à 110 millions d'euros, en recul de -65% par rapport à l'année 2019. Le résultat opérationnel courant s'établit à (119) millions d'euros en 2020 contre 34 millions en 2019.

En 2020, la crise sanitaire a marqué un coup d'arrêt sur l'activité de Ponant. Pour faire face à la crise, la société a mis en place un plan d'économies significatif et a placé l'intégralité de sa flotte en « lay-up » (à quai) à compter de début novembre.

Stade Rennais

le championnat français de Ligue 1 a été stoppé à l'issue de la 28ème journée de la saison 2019/2020 de même que la totalité des championnats européens. La saison sportive actuelle 2020/2021 ne se déroule pas non plus dans les conditions habituelles, des jauges d'accueil du public puis une interdiction totale pour les spectateurs de pouvoir assister aux matchs ayant été mises en place depuis le début de la saison.

Révision du montant du dividende par action de Kering au titre de l'exercice 2019

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de son impact sur l'activité économique, le Conseil d'administration du 21 avril 2020 a décidé de réviser le montant affecté au dividende et de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires de Kering SA du 16 juin 2020 un dividende au titre de l'exercice 2019 d'un montant de 1 010 millions d'euros, soit 8 euros par action, actant une baisse de 442 millions d'euros par rapport à ce qui avait été annoncé lors de la présentation des résultats 2019 le 12 février 2020 (1 452 millions d'euros, soit 11,50 euros par action).

Diminution de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de Kering au titre de l'année 2020

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de son impact sur l'activité économique, François-Henri Pinault, Président-Directeur général de Kering, a décidé de diminuer son salaire fixe à compter du 1er avril et pour le restant de l'année 2020. En complément, François-Henri Pinault et Jean-François Palus, Directeur général délégué, ont pris la décision de renoncer à la totalité de leur rémunération variable annuelle au titre de l'année 2020. Ces décisions ont été validées par le Conseil d'administration du 21 avril 2020, qui a soumis une politique de rémunération 2020 révisée au vote des actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle du 16 juin 2020.

4. EVOLUTION DU PERIMETRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS

4-1 Chez Kering

Cession de 5,83 % de PUMA

Le Groupe Kering a poursuivi son désengagement de PUMA en cédant le 8 octobre 2020, par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres auprès d'investisseurs qualifiés uniquement, 5,83 % du capital de PUMA au prix de 74,50 euros par action, soit un montant total de 656 millions d'euros. À la suite de cette transaction, Kering détient une participation résiduelle 9,87 % au capital de PUMA.

4-2 Au sein des autres activités du Groupe

Château Siaurac et **Domaine de Siaurac** ont été cédés le 24 septembre 2020 à Euro Arkéa 12, filiale du groupe Suravenir.

Le 8 octobre 2020, **Pan** qui détenait 37,6% de **Château Siaurac** a été fusionné (TUP) dans **Artémis Domaines** qui détenait les 62,4% restants.

Le 3 décembre 2020, **Artémis Investissements** a été fusionné (TUP) dans **Diwezh**.

4-3 Gestion active de la liquidité du Groupe

Kering : nouvelle émission obligataire et extension de ligne de crédit syndiqué

En mai 2020, Kering a réalisé une émission obligataire pour un montant total de 1,2 milliard d'euros se répartissant en une tranche de 600 millions d'euros à 3 ans assortie d'un coupon de 0,25 % et d'une tranche de 600 millions d'euros à 8 ans assortie d'un coupon de 0,75 %. Cette émission s'inscrit dans le cadre de la gestion active de la liquidité du Groupe. Elle concourt à la diversification des sources de financement de Kering et à l'accroissement de la flexibilité financière du Groupe en permettant le refinancement de sa dette existante et l'allongement de la maturité des moyens de financement. L'accueil très favorable de cette offre par les investisseurs obligataires confirme la confiance du marché dans la qualité du crédit du Groupe.

Par ailleurs, Kering a étendu ses lignes de crédit auprès de ses banques pour un montant total de 1 330 millions d'euros, passant d'un montant total de ligne de crédit confirmées de 3 035 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 4 365 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Artemis : nouvelle émission obligataire

En juin 2020, Artemis a réalisé à travers Selena, entité détenue à 100%, le placement d'obligations échangeables en actions ordinaires existantes PUMA à échéance 2025. Le montant nominal de l'émission s'élève à 500 millions d'euros. Les obligations ont été émises à un montant nominal unitaire de 100 000 euros, ne portant pas d'intérêt (zéro coupon), et à un prix égal à 101 % de leur valeur nominale, soit 101 000 euros, faisant apparaître un rendement à échéance de – 0,2 %. Artemis a la faculté durant la vie de l'obligation et à l'échéance de rembourser en titres PUMA, en numéraire ou un mix titres/numéraire.

5. REGLES ET METHODES COMPTABLES

5-1 Principes comptables de référence : application des normes IAS/IFRS

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, le groupe Artémis a établi ses états financiers consolidés de l'exercice 2020 conformément aux normes comptables internationales applicables à la date de clôture. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations du SIC (Standing Interpretations Committee) et de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le groupe Artémis a appliqué à ses états financiers les normes et amendements nouvellement applicables à compter du 1er janvier 2020, notamment l'amendement de la norme IFRS 16 relatif aux "remises de loyers en lien avec la pandémie de Covid-19" qui a été adopté par l'IASB le 28 mai 2020 et approuvé par l'Union européenne le 9 octobre 2020. L'application des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2020 n'ont pas eu d'impact significatif pour le Groupe.

Par ailleurs, le Groupe appliquera l'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif à la deuxième phase de la réforme des taux d'intérêt et du remplacement de leurs indices de référence (IBOR) à partir de 2021, conformément à la date d'application définie par l'IASB.

5-2 Bases d'évaluations

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception :

- de certains actifs et passifs financiers, évalués à la juste valeur ;
- des droits d'utilisation et des passifs sur contrat de location ;
- des actifs de régimes à prestations définies, évalués à la juste valeur ;
- des passifs au titre des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie (droits à appréciations d'actions dénoués en trésorerie ou SARs), évalués à la juste valeur.
- des actifs non courants détenus en vue de la vente, évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais de cession dès que leur vente est considérée comme hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente.

5-3 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du groupe Artémis qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans l'annexe aux états financiers. La Direction du groupe Artémis revoit ses estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations

actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des positions fiscales incertaines, des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des passifs sur contrats de location, des obligations liées aux avantages du personnel, des paiements fondés sur des actions, des impôts différés et des instruments financiers. Le groupe Artémis utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Les principales hypothèses retenues par le groupe Artémis sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées. C'est le cas notamment pour les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires.

5-4 Principes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en Note 37. Ils comprennent les états financiers des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition et ceux des sociétés cédées jusqu'à leur date de cession.

Les filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) sur lesquelles le groupe Artémis exerce un contrôle. Le contrôle se définit selon trois critères qui sont le pouvoir exercé sur l'entité, l'exposition aux rendements variables de l'entité et la capacité d'influer sur les rendements de l'entité. Cette définition du contrôle implique que le pouvoir détenu sur une entité peut se faire de plusieurs manières et non pas seulement à travers le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels sont pris en compte dans l'appréciation du contrôle s'ils sont substantifs. Cette situation s'accompagne généralement de la détention, directe ou indirecte, de plus de la moitié des droits de vote mais peut également exister avec une détention de moins de 50 % des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle.

Les transactions ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées sont éliminés. Les résultats sur les opérations internes avec les sociétés contrôlées sont intégralement éliminés.

Les principes et méthodes comptables des entreprises contrôlées sont modifiés le cas échéant afin d'assurer l'homogénéité des traitements retenus au niveau du groupe Artémis.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont constituées de toutes les entités sur lesquelles le groupe Artémis exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, sans avoir le contrôle, et qui s'accompagne généralement d'une détention de 20 à 50 % des droits de vote.

Les entreprises associées sont comptabilisées par mise en équivalence et sont initialement évaluées au coût, sauf dans les cas où le groupe Artémis en détenait préalablement le contrôle. Les titres sont alors évalués à la juste valeur à la date de perte de contrôle par le résultat.

Par la suite, la quote-part du groupe Artémis dans les profits ou pertes de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat, sur la ligne « Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence ». La quote-part des autres éléments du résultat global provenant des entreprises associées est comptabilisée sur une ligne distincte de l'état du résultat global.

Si la quote-part du groupe Artémis dans les pertes d'une entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, le groupe Artémis cesse de comptabiliser sa quote-part de pertes, à moins d'avoir une obligation légale ou implicite ou de devoir effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

L'écart d'acquisition lié à une entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation, présentée sur une ligne du bilan « Participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Les résultats sur les opérations internes avec les participations mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage de participation du groupe Artémis dans ces sociétés.

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises, dans le cas où le groupe Artémis obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode d'acquisition.

Les regroupements d'entreprises sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles non courantes.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe Artémis dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise est comptabilisé comme goodwill. Si le coût de l'acquisition est inférieur à la part du groupe Artémis dans les actifs nets de la filiale acquise évalués à leur juste valeur, cette différence est comptabilisée directement au compte de résultat en autres produits opérationnels non courants.

Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste-valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas, le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet) ou au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise eux-mêmes généralement à la juste valeur (méthode du goodwill partiel).

L'écart d'acquisition est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation ; l'acquisition ultérieure d'intérêts non contrôlés ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition

complémentaire. Les opérations d'acquisition et de cession d'intérêts non contrôlés sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être achevée dans un délai de 12 mois après la date d'acquisition. Ce délai s'applique à l'évaluation des actifs et passifs identifiables, de la contrepartie transférée et des intérêts minoritaires.

5-5 Conversion des états financiers et transactions en devises

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros comme suit :

- les postes du bilan sont convertis sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les postes du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie sont convertis sur la base du cours moyen de change de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice, ainsi que ceux provenant de la différence entre cours moyens et cours de clôture, sont portés en « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés. Toutefois, les écarts de conversion entre cours moyens et cours de clôture, constatés sur des sociétés de personnes dont le résultat remonte automatiquement, sont virés en résultat de change lors de l'exercice de leur naissance ;
- les écarts de conversion relatifs à des emprunts en devises couvrant un investissement en monnaie étrangère ou à des avances permanentes aux filiales sont portés en « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

Le goodwill et les ajustements à la juste valeur dégagés lors d'un regroupement d'entreprises avec une activité à l'étranger sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont ensuite convertis au cours de clôture dans la monnaie de présentation du Groupe, les différences résultant de cette conversion étant portées dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts de change constatés sur la conversion d'un investissement net d'une entité à l'étranger sont comptabilisés dans les comptes consolidés comme une composante séparée des capitaux propres et sont reconnus en résultat lors de la cession de l'investissement net.

Les écarts de conversion relatifs à des emprunts en devises couvrant un investissement en monnaie étrangère ou à des avances permanentes aux filiales sont également comptabilisés en capitaux propres et sont reconnus en résultat lors de la cession de l'investissement net.

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les écarts de change latents résultant de ces conversions sont inclus en résultat financier.

Les actifs et les passifs non monétaires en monnaie étrangère évalués au coût historique sont convertis au cours de la date de la transaction, et les actifs et les passifs non monétaires en monnaie étrangère évalués à la juste valeur sont convertis au cours de la date où cette juste valeur a été déterminée. Lorsqu'un profit ou une perte sur un élément non monétaire est comptabilisé directement dans les capitaux propres, la composante « change » de ce profit ou de cette perte est comptabilisée également dans les capitaux propres. Dans le cas contraire, cette composante est comptabilisée en résultat de la période.

5-6 Dépréciation d'actifs

Pour être testés, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. L'écart d'acquisition issu d'un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Les UGT contenant un écart d'acquisition et/ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, telles que certaines marques, font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique.

Par ailleurs, pour toutes les UGTs, lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'intervenir, un test de dépréciation est mis en œuvre. De tels événements ou circonstances peuvent être liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable affectant, soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou les objectifs retenus à la date d'acquisition des actifs.

Le test de dépréciation consiste à déterminer si la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par rapport aux projections de flux de trésorerie futurs attendus, en tenant compte de la valeur temps et des risques spécifiques liés à l'actif, à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Les projections de flux de trésorerie futurs attendus sont établies sur la base des budgets et des plans à moyen terme. Ces plans sont construits sur un horizon de 5 ans à l'exception de certaines UGT ou groupes d'UGT en cours de repositionnement stratégique pour lesquelles une durée plus longue peut être retenue. Pour le calcul de la valeur d'utilité, une valeur terminale égale à la capitalisation à l'infini d'un flux annuel normatif est ajoutée à la valeur des flux futurs attendus.

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Ces valeurs sont déterminées à partir d'éléments de marché (comparaison avec des sociétés cotées similaires, valeur attribuée lors d'opérations récentes et cours boursiers).

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée.

La dépréciation est affectée prioritairement à l'écart d'acquisition et est enregistrée en autres produits et charges opérationnels non courants au compte de résultat.

Les dépréciations comptabilisées au titre des marques et autres immobilisations incorporelles ainsi que des immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement lorsque les indices ayant conduit à la perte de valeur n'existent plus. Les dépréciations comptabilisées au titre des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

Lors de la cession partielle d'une UGT, la valeur allouée de l'écart d'acquisition correspondant à la sortie partielle est évaluée sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'UGT conservée, sauf si une autre méthode s'avérerait plus pertinente.

En complément de la méthode de projection des flux de trésorerie futurs attendus, le Groupe applique la méthode des royalties pour tester la valeur de ses marques : cette approche consiste à déterminer la valeur de la marque sur la base des revenus futurs des redevances perçues dans l'hypothèse où la marque serait exploitée sous forme de licence par un tiers

5-7 Passifs financiers

La classification des passifs financiers détermine leur traitement comptable et leur méthode de valorisation. Il existe deux catégories de passifs financiers :

- Les passifs financiers évalués au coût amorti,
- Les passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat.

Cette classification est déterminée par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques de ces passifs financiers.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Au sein du Groupe, à l'exception des options de vente accordées à des actionnaires minoritaires, des dérivés passifs et des passifs financiers désignés à la juste valeur sur option, l'ensemble des passifs financiers, notamment les emprunts et dettes financières, les dettes fournisseurs et les autres dettes est comptabilisé initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est déterminé pour chaque transaction et correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur nette comptable d'un passif financier en actualisant ses flux futurs estimés payés jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché. Ce calcul inclut les coûts de transactions de l'opération ainsi que toutes les primes et/ ou décotes éventuelles. Les coûts de transactions correspondent aux coûts qui sont directement rattachables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier.

Les passifs financiers évalués au coût amorti qui sont qualifiés d'éléments couverts dans le cadre de relations de couverture à la juste valeur l'objet d'un ajustement de leur valeur nette comptable au titre du risque couvert.

Passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat

Le Groupe peut opter pour la valorisation de certains passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Dans ce cas, contrairement à la méthode du coût amorti, les frais de transaction liés à la mise en place de ces passifs financiers sont comptabilisés immédiatement en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

Instruments composés

Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de dette financière classique et une composante « capitaux propres » ou « dérivé incorporé ».

Les emprunts convertibles sont considérés au regard de la norme IAS 32 comme des instruments composés dans la mesure où l'option de conversion prévoit le remboursement de l'instrument

contre un nombre fixe d'instruments de capitaux propres et se décomposent en plusieurs composantes :

- un passif financier (correspondant à l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie), constituant la « dette obligataire » ;
- une option de conversion en un nombre fixe d'actions ordinaires, offerte au souscripteur, assimilable à une vente d'options d'achat (Call) par l'émetteur, qui constitue la composante « capitaux propres » ;
- le cas échéant, un ou plusieurs autres dérivés incorporés.

Les principes comptables applicables à chacune de ces composantes, à la date d'émission et aux arrêts ultérieurs, sont :

- composante « dette obligataire » : le montant inscrit en dette à l'origine correspond à la valeur actuelle des flux futurs de paiements d'intérêts et de capital au taux pratiqué sur le marché pour une obligation semblable sans option de conversion. Dans le cas où l'obligation convertible contient des dérivés incorporés étroitement liés à l'emprunt au sens de la norme IFRS 9, la valeur de ces composantes est imputée sur la valeur de la dette, afin de déterminer la valeur de la composante capitaux propres. Cette dette est ensuite comptabilisée au coût amorti ;
- les dérivés incorporés non étroitement liés à la dette sont comptabilisés à leur juste valeur avec les variations de juste valeur en résultat ;
- composante « capitaux propres » : la valeur de l'option de conversion est déterminée par déduction entre le montant de l'émission moins la valeur comptable de la composante dette et la valeur éventuelle des dérivés incorporés. L'option de conversion reste inscrite dans les capitaux propres pour sa valeur initiale. Les variations de valeur de l'option de conversion ne sont pas enregistrées ;
- les frais de transaction sont répartis au prorata sur chacune des composantes.

Options de vente accordées à des actionnaires minoritaires

Le groupe Artémis a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie. Ces opérations peuvent être exercées à tout moment ou à une date définie.

Le Groupe comptabilise un passif financier à sa valeur actualisée du prix d'exercice des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées. La contrepartie de ce passif financier sera différente selon que les minoritaires ont conservé ou non un accès présent aux bénéfices de l'entité. Dans le cas d'un accès présent aux bénéfices conservé, les intérêts non contrôlés seront maintenus au bilan et la dette sera comptabilisée en contrepartie des capitaux propres part du Groupe. Dans le cas où les intérêts minoritaires n'ont plus accès aux bénéfices de l'entité en vertu de l'option de vente, les intérêts non contrôlés correspondant sont décomptabilisés. La différence entre la dette au titre des engagements de rachat et la valeur comptable des intérêts non contrôlés décomptabilisés est enregistrée en déduction des capitaux propres part du Groupe.

La variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement des capitaux propres part du Groupe.

5-8 Titres auto détenus par les filiales

Les titres d'auto-détention sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

5-9 Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, la juste valeur des plans d'option d'achat et de souscription d'actions, correspondant à la juste valeur des services rendus par les détenteurs d'options, est évaluée de façon définitive à la date d'attribution.

Pendant la période d'acquisition, la juste valeur des options est amortie proportionnellement à l'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charges de personnel par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix d'exercice reçu est enregistré en trésorerie par contrepartie des capitaux propres.

Les plans d'attribution d'actions gratuites et les droits à appréciation d'actions dénoués en trésorerie (SARs) attribués dans le groupe Artémis donnent lieu également à la constatation d'une charge de personnel étalée sur la période d'acquisition des droits et dont la juste valeur est réévaluée à chaque clôture par résultat.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme IFRS 2 pour les transactions réglées en instruments de capitaux propres, le groupe Artémis a choisi de n'appliquer cette norme que pour les plans émis postérieurement au 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005.

5-10 Options sur actions propres

Les options sur actions propres détenues par les filiales sont traitées selon leurs caractéristiques comme des instruments dérivés, des instruments de capitaux propres ou des passifs financiers.

Les options qualifiées de dérivés sont enregistrées à la juste valeur par le compte de résultat.

Les options qualifiées d'instruments de capitaux propres sont enregistrées en capitaux propres pour leur montant initial. Les variations de valeur ne sont pas comptabilisées.

Le traitement comptable des passifs financiers est décrit dans la note 4-6.

5-11 Actifs éventuels

Un actif éventuel est défini comme un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés si cela conduit à la reconnaissance de produits qui peuvent n'être jamais réalisés.

5-12 Garanties

Le coût estimé des garanties accordées lors de la vente des produits fait l'objet de provisions enregistrées en dettes du fait de leur nature de charges à payer.

5-13 Bilan consolidé

Les actifs et passifs sont classés, selon leur nature, en éléments courants ou non courants. Les éléments courants sont les actifs et passifs devant être réalisés ou réglés, vendus ou consommés dans le cadre du cycle d'exploitation normal de l'entité ou dont la date attendue de recouvrement ou de règlement intervient dans un délai de douze mois à compter de la date d'arrêté comptable.

5-14 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du groupe Artémis est élaboré en conformité avec la norme IAS 7 - *Tableaux des flux de trésorerie*. Le groupe Artémis utilise notamment la méthode indirecte pour l'élaboration de son tableau des flux de trésorerie.

6. ECARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. Si le Groupe opte pour une évaluation des intérêts non contrôlés à la juste-valeur (méthode de l'écart d'acquisition complet), l'écart d'acquisition est calculé sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

A compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises.

Les principes de dépréciation des écarts d'acquisition sont détaillés dans la note 5-6.

Les écarts d'acquisitions figurant à l'actif s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Valeur brute		
A l'ouverture	5 142,3	4 947,5
Entrée de périmètre / Augmentation	(14,7)	103,0
Actifs détenus en vue de la vente, activités cédées ou en cours de cession	-	-
Autres variations	(2,0)	45,3
Ecart de conversion	(42,3)	46,5
A la clôture	5 083,3	5 142,3
Perte de valeur		
Cumul de pertes de valeurs à l'ouverture	(536,5)	(513,4)
Entrée de périmètre / Augmentation	(0,1)	(8,7)
Dotations de perte de valeur	(51,1)	(1,7)
Actifs détenus en vue de la vente, activités cédées ou en cours de cession	-	-
Autres variations	2,4	1,0
Ecart de conversion	0,4	(13,7)
Cumul de pertes de valeurs à la clôture	(584,9)	(536,5)
Valeur nette		
A l'ouverture	4 605,8	4 434,1
A la clôture	4 498,4	4 605,8

Les taux de croissance perpétuelle et d'actualisation avant impôt appliqués aux flux de trésorerie attendus dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le groupe Artémis sont les suivants :

	Taux Actualisation avant impôt		Taux de Croissance perpétuelle		Taux de Croissance perpétuelle	
	Ecart d'acquisition		Marques			
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Activité Luxe	10,0% - 13,2%	9,5% - 11,8%	10,4% - 12,7%	9,4% - 11,6%	3,0%	3,0%
Autres activités	8,3% - 16,3%	6,8% - 14,4%	-	-	0% - 2%	0% - 3%

Les analyses de sensibilité, par rapport aux principales hypothèses clés, sont les suivantes :

	Montants des actifs nets testés	Montants des dépréciations en cas de :		
		hausse du taux d'actualisation après impôts de 50 pts de base	baisse du taux de croissance perpétuelle après impôts de 50 pts de base	baisse des cash-flows normatifs de 50 pts de base
Activités Luxe	18 021,0	(328,8)	(321,2)	(307,0)
Activités Ventes aux Enchères	817,7	-	-	-
Autres	1 163,5	(29,0)	-	-

La charge liée aux tests de dépréciation a été comptabilisée au compte de résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » (cf. note 27).

7. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupement d'entreprises, qui sont évaluables de façon fiable, contrôlées et qui sont séparables ou résultent de droits légaux ou contractuels, sont comptabilisées séparément du goodwill. Ces immobilisations, au même titre que les immobilisations incorporelles acquises séparément, sont amorties sur leur durée d'utilité si celle-ci est finie et font l'objet d'une dépréciation si la valeur recouvrable est inférieure à leur valeur nette comptable. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur potentielle.

Compte tenu du secteur d'activité (Luxe), les marques, enseignes et parts de marché peuvent constituer une part importante des écarts de première consolidation résultant des prises de contrôle d'entreprises consolidées. Cette part est affectée aux postes d'immobilisations incorporelles concernés lorsqu'elles remplissent les critères imposés par la norme IAS 38.

Des critères de notoriété et de pérennité sont alors pris en compte pour apprécier la durée de vie de la marque.

Les principes de dépréciation des autres immobilisations incorporelles sont détaillés dans la note 5-6.

En complément de la méthode de projection des flux de trésorerie futurs attendus, le Groupe applique la méthode des royalties : cette approche consiste à déterminer la valeur de la marque sur la base des revenus futurs des redevances perçues dans l'hypothèse où la marque serait exploitée sous forme de licence par un tiers.

L'amortissement de ces marques, ainsi que les pertes de valeur éventuellement constatées lors des tests de dépréciation, sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » incluse dans le résultat opérationnel.

Les logiciels informatiques acquis dans le cadre des opérations courantes sont amortis généralement sur une période n'excédant pas 12 mois.

Les logiciels développés en interne qui remplissent l'ensemble des critères imposés par la norme IAS 38 sont immobilisés et amortis linéairement sur leur durée d'utilité comprise généralement entre 3 et 10 ans.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Marques enseignes	Droit au bail	Autres immobilisations incorporelles	Total autres immobilisations incorporelles
Valeur brute				
Au 31 décembre 2019	7 078,4	0,0	1 524,7	8 603,1
Variation de périmètre	(0,7)	-	(94,9)	(95,6)
Acquisitions	0,1	-	286,1	286,3
Autres cessions	(0,7)	-	(90,0)	(90,7)
Différences de change	(1,8)	(0,0)	(7,4)	(9,2)
Autres variations	-	(0,0)	4,2	4,2
Au 31 décembre 2020	7 075,3	0,0	1 622,7	8 698,0
Amortissement				
Au 31 décembre 2019	0,5	-	(867,5)	(867,0)
Variation de périmètre	(0,5)	-	98,2	97,7
Autres cessions	-	-	9,9	9,9
Dotations aux amortissements et provisions	-	-	(188,9)	(188,9)
Reprises d'amortissements et provisions	-	-	51,9	51,9
Différences de change	-	-	6,1	6,1
Autres variations	-	-	(3,5)	(3,5)
Au 31 décembre 2020	-	-	(893,9)	(893,9)
Perte de valeur				
Au 31 décembre 2019	(213,7)	0,0	(8,7)	(222,4)
Dotations de perte de valeur	(327,7)	-	(6,8)	(334,5)
Autres variations	3,4	(0,0)	(4,8)	(1,4)
Au 31 décembre 2020	(537,9)	-	(20,3)	(558,3)
Valeur nette				
Au 31 décembre 2019	6 865,2	0,0	648,5	7 513,7
Au 31 décembre 2020	6 537,3	0,0	708,6	7 245,9

(en millions d'euros)	Marques enseignes	Droit au bail	Autres immobilisations incorporelles	Total autres immobilisations incorporelles
Valeur brute				
Au 31 décembre 2018	6 935,8	282,8	1 268,3	8 486,9
Variation de périmètre	(10,5)	(270,3)	15,4	(265,4)
Acquisitions	29,4	-	289,8	319,2
Autres cessions	(0,1)	-	(57,4)	(57,5)
Différences de change	17,8	-	3,4	21,2
Autres variations	106,0	(12,5)	5,2	98,7
Au 31 décembre 2019	7 078,4	-	1 524,7	8 603,1
Amortissement				
Au 31 décembre 2018	-	(119,5)	(598,8)	(718,3)
Variation de périmètre	0,3	119,6	(51,7)	68,2
Autres cessions	-	-	27,6	27,6
Dotations aux amortissements et provisions	-	-	(158,0)	(158,0)
Reprises d'amortissements et provisions	-	-	14,3	14,3
Différences de change	0,2	-	(2,0)	(1,8)
Autres variations	-	(0,1)	(98,9)	(99,0)
Au 31 décembre 2019	0,5	-	(867,5)	(867,0)
Perte de valeur				
Au 31 décembre 2018	(145,6)	(6,0)	(2,5)	(154,1)
Dotation de perte de valeur	(68,1)	-	(2,0)	(70,1)
Autres variations	-	6,0	(4,2)	1,8
Au 31 décembre 2019	(213,7)	-	(8,7)	(222,4)
Valeur nette				
Au 31 décembre 2018	6 790,2	157,3	667,0	7 614,5
Au 31 décembre 2019	6 865,2	-	648,5	7 513,7

La charge liée aux tests de dépréciation a été comptabilisée au compte de résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » (cf. note 27).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts ultérieurs sont comptabilisés à l'actif s'ils satisfont aux critères de reconnaissance d'IAS 16.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le Groupe est le mode linéaire. Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable quand celle-ci est jugée significative. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité suivantes :

- Constructions	40 à 50 ans
- Agencements et aménagements des terrains et constructions	10 à 20 ans
- Installations techniques et matériels	3 à 20 ans
- Matériel de transport	4 à 8 ans
- Matériel et mobilier de bureau	7 à 10 ans
- Matériel informatique	3 à 10 ans

Les principes de dépréciations des immobilisations corporelles sont détaillés dans la note 5-6.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement définis par la norme IAS 40 regroupent des biens immobiliers détenus (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux plutôt que pour :

- l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives,
- le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Un immeuble de placement est comptabilisé lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'immeuble de placement iront à l'entreprise, et que le coût de l'immeuble de placement peut être évalué de façon fiable.

La méthode du coût amorti a été retenue pour l'évaluation des immeubles de placement. Cette option prévoit l'application du traitement de référence de la norme IAS16 - Immobilisations corporelles, c'est-à-dire leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions (a)	Installations techniques et matériels	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeur brute					
Au 31 décembre 2019	779,1	994,4	3 172,4	2 199,6	7 145,5
Variation de périmètre	(45,5)	7,2	4,6	0,9	(32,8)
Acquisitions	5,7	9,7	268,3	524,4	808,1
Autres cessions	(5,6)	(20,7)	(187,4)	(96,2)	(309,9)
Différences de change	(7,4)	(23,2)	(146,6)	(41,1)	(218,3)
Autres variations	8,9	5,6	112,0	(165,2)	(38,7)
Au 31 décembre 2020	735,2	973,0	3 223,3	2 422,4	7 353,9
Amortissement					
Au 31 décembre 2019		(376,5)	(1 654,8)	(599,4)	(2 630,7)
Variation de périmètre		(0,5)	(7,2)	0,6	(7,1)
Autres cessions		12,1	23,1	41,0	76,2
Dotations aux amortissements et provisions		(40,8)	(356,2)	(136,0)	(533,0)
Différences de change		11,7	81,1	18,9	111,7
Autres variations		5,5	3,6	2,2	11,3
Au 31 décembre 2020		(385,8)	(1 755,4)	(633,4)	(2 774,6)
Perte de valeur					
Au 31 décembre 2019	(0,3)	(3,4)	(27,2)	(1,5)	(32,4)
Dotations de perte de valeur	(0,0)	(14,1)	(3,0)	(0,0)	(17,1)
Autres variations	0,0	-	1,2	0,9	2,1
Ecart de conversion	-	0,1	1,5	0,1	1,7
Au 31 décembre 2020	(0,3)	(17,4)	(27,5)	(0,5)	(45,7)
Valeur nette					
Au 31 décembre 2019	778,8	614,5	1 490,4	1 598,7	4 482,4
Au 31 décembre 2020	734,9	569,8	1 440,4	1 788,5	4 533,6

(a) La valeur nette comptable des immeubles de placement s'élève à 13,2 millions d'euros au 31 décembre 2020.

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions (a)	Installations techniques et matériels	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeur brute					
Au 31 décembre 2018	816,4	1 009,8	3 454,4	1 020,3	6 300,9
Variation de périmètre	(8,9)	(55,8)	(710,6)	634,8	(140,5)
Acquisitions	1,7	20,4	473,9	646,6	1 142,6
Autres cessions	(0,2)	(6,9)	(193,3)	(54,6)	(255,0)
Différences de change	7,4	16,0	51,0	13,1	87,5
Autres variations	(37,3)	10,9	97,0	(60,6)	10,0
Au 31 décembre 2019	779,1	994,4	3 172,4	2 199,6	7 145,5
Amortissement					
Au 31 décembre 2018		(411,3)	(1 928,3)	(127,4)	(2 467,0)
Variation de périmètre		76,0	421,8	(418,2)	79,6
Autres cessions		5,1	184,3	43,8	233,2
Dotations aux amortissements et provisions		(42,6)	(326,0)	(109,8)	(478,4)
Différences de change		(6,2)	(27,4)	(0,2)	(33,8)
Autres variations		2,5	20,8	12,4	35,7
Au 31 décembre 2019		(376,5)	(1 654,8)	(599,4)	(2 630,7)
Perte de valeur					
Au 31 décembre 2018	(2,2)	(1,9)	(22,6)	-	(26,7)
Dotation de perte de valeur	-	(1,3)	(1,6)	(0,8)	(3,7)
Autres variations	1,9	-	(1,8)	6,3	6,4
Ecart de conversion	-	(0,2)	(1,2)	(7,0)	(8,4)
Au 31 décembre 2019	(0,3)	(3,4)	(27,2)	(1,5)	(32,4)
Valeur nette					
Au 31 décembre 2018	814,2	596,5	1 503,5	892,7	3 807,5
Au 31 décembre 2019	778,8	614,5	1 490,4	1 598,7	4 482,4

(a) La valeur nette comptable des immeubles de placement s'élève à 13,9 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sur les postes « Coûts des produits et services vendus » et « Autres produits et charges opérationnels courants » du compte de résultat.

La charge liée aux tests de dépréciation a été comptabilisée au compte de résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » (cf. note 27).

9. CONTRATS DE LOCATIONS

Périmètre d'application de la norme IFRS 16

Un contrat de location est un contrat, ou une partie d'un contrat, par lequel est cédé le droit d'utiliser un bien sous-jacent pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour rappel, un contrat est un accord entre deux parties ou plus, qui crée des droits et des obligations exécutoires.

Le Groupe applique les principes de comptabilisation définis par la norme IFRS 16 à l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception :

- Des contrats de location à court terme, dont la durée initiale est égale à ou est inférieure à 12 mois ;
- Des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, considérant la valeur du bien l'état neuf ;

Ces contrats de location continuent d'être comptabilisés en charges de loyer selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Par ailleurs, lorsque certains contrats contiennent une part explicitement identifiable relative à des prestations de services ne rentrant pas dans la définition d'une location, cette part est comptabilisée en charges opérationnelles courantes conformément à sa nature de coûts.

Comptabilisation des contrats de location selon la norme IFRS 16

L'application de la norme IFRS 16 consiste, pour tout contrat de location concerné, à reconnaître dans l'état de la situation financière consolidée à la date de début du contrat de location :

- Un passif sur contrats de location, correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyer fixe futurs relatifs à la durée estimée du contrat de location. Ce passif est présenté séparément pour sa part courante et sa part non-courante.
- Un droit d'utilisation sur contrats de location, correspondant à la valeur du passif sur contrats de location diminuée des avantages incitatifs à la location reçus du bailleur, et augmentée de loyers payés d'avance des coûts directs initiaux ainsi qu'une estimation des coûts de remise en état lorsque ceux-ci font l'objet d'obligations contractuelles.

L'impact dans le compte de résultat de l'application de la norme IFRS 16 se reflète de la manière suivante :

- Dans des autres produits et charges opérationnels courants au sein du résultat opérationnel courant incluent :
 - La charge d'amortissement linéaire correspondant aux droits d'utilisation sur contrats de location ;
 - La part variable des loyers, les charges locatives ainsi que les loyers des contrats de location à court terme ou de faible valeur.
- Dans le résultat financier, la charge d'intérêt correspondant à la désactualisation des passifs sur contrats de location.

Détermination du taux d'actualisation des passifs sur contrats de location

Le Groupe considère qu'il est difficile, voire impossible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite de chaque contrat de location. Par conséquent, le Groupe a choisi d'appliquer le taux marginal d'emprunt du groupe à l'ensemble de ses contrats de location.

Le taux d'emprunt marginal correspond au taux d'intérêt que le Groupe aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation sur contrats de location dans un environnement économique similaire.

Les taux d'emprunt marginal utilisés sont construits sur la base d'une combinaison de courbes de taux sans risque par devise/pays, des points de swap euro/devise ainsi que du spread de crédit du Groupe.

Estimation de la durée des contrats de location

La durée d'un contrat de location correspond à la durée non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, ajustée de :

Toute période couverte par une option de prolongation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer ; ou au contraire ;

Toute période couverte par une option de résiliation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer.

De manière plus générale, pour les contrats de location comportant des clauses de tacite reconduction ou des durées indéfinies, le Groupe estime leur durée en se référant en particulier à la durée d'amortissement escomptée des agencements non amovibles sous-jacents, et conformément à l'interprétation de l'IFRIC publiée le 16 décembre 2019. Pour rappel, le Groupe amortit les agencements de ses points de vente et de ses autres bâtiments en cohérence avec la durée des contrats de location sous-jacents. La détermination de la durée maximale d'amortissement des agencements prend en compte une multiplicité de facteurs dont fait partie, parmi d'autres, la durée du contrat de location sous-jacent

De manière spécifique, pour les baux commerciaux conclus en France (baux 3-6-9) et conformément au Relevé de conclusions publié par l'ANC le 3 juillet 2020 (en remplacement du Relevé datant du 16 février 2018), le Groupe reconnaît comme durée exécutoire à la date de début du contrat de location une durée de 9 ans. A l'issue de cette période et durant le délai de tacite prolongation qui prévaut lors d'une éventuelle phase de renégociation, le Groupe détermine la durée de ces baux en prenant en compte la date à laquelle le Groupe est raisonnablement certain de poursuivre le bail au-delà du terme contractuel.

Amendement de la norme IFRS 16 relatif aux « remises de loyer en lien avec la pandémie de Covid-19 »

Le Groupe a opté pour l'application de la mesure de simplification octroyée par l'amendement adopté par l'IASB le 28 mai 2020 et approuvé par l'Union européenne le 9 octobre 2020. Cette mesure de simplification permet aux preneurs de contrats de location de choisir de comptabiliser les aménagements de loyers négociés en raison de la crise sanitaire comme des loyers variables négatifs (soit, immédiatement au compte de résultat), sans avoir besoin d'analyser s'ils sont consentis en application des clauses contractuelles ou légales gouvernant l'exécution du contrat.

Les contrats de locations s'analysent comme suit :

INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION AU 31 DECEMBRE 2020

(en millions d'euros)	2020	2019
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation sur contrats de location - Immobilier	874,6	769,8
Charge d'intérêt sur contrats de location	124,7	122,5
Charge de loyer - Contrats de location à court terme	57,5	46,3
Charge de loyer - Actifs de faible valeur	6,5	9,5
Charge de loyer - Part Variable	517,4	939,3
Produits de sous location	(8,3)	7,5
Sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	953,9	778,6
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	689,3	1 120,1
Valeur comptable des droits d'utilisation sur contrats de location au 31/12/2020	4 179,5	4 562,0

ECHEANCIER DES PASSIFS SUR CONTRATS DE LOCATION

(en millions d'euros)	2020	2019
Passifs courants sur contrats de location	563,6	751,8
N+2	659,8	673,8
N+3	575,5	593,8
N+4	482,5	505,1
N+5 et au-delà	2 031,3	2 111,1
Passifs non courants sur contrats de location	3 749,1	3 883,8
Total	4 312,7	4 635,6

10. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

Les participations dans les sociétés mises en équivalence s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2020 Net	2019 Net
Puma	2 566,3	3 021,8
Activités Luxe (kering)	36,2	34,1
Autres	1,0	1,4
Total	2 603,5	3 057,3

Les entreprises associées significatives sont :

(en millions d'euros)	Pays	% d'intérêt		QP de résultat		QP d'intérêt	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019
Puma	Allemagne	32,9%	35,3%	25,9	92,7	2 566,3	3 021,8

11. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

En application d'IFRS 9, les actifs financiers sont classés suivant l'une des trois catégories suivantes :

- les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques de l'instrument et de l'objectif de gestion suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le Groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif. Un actif financier est décomptabilisé si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier arrivent à expiration ou si cet actif a été transféré.

Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat sont principalement les actifs financiers pour lesquels les flux de trésorerie contractuels ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Cette catégorie comprend :

- les actifs de transaction que le Groupe a l'intention de revendre dans un terme proche et qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont aussi qualifiés d'actifs et passifs conclus à des fins de transaction ;
- les actifs désignés à la juste valeur sur option. Il s'agit principalement du portefeuille d'OPCVM de trésorerie dont la gestion et la performance sont fondées sur la juste valeur.

La variation de valeur de ces actifs est enregistrée au compte de résultat. Les gains et pertes nets des actifs évalués à leur juste valeur par le compte de résultat correspondent aux produits d'intérêts, aux dividendes et à la variation de leur juste valeur.

Pour les dérivés conclus à des fins de transaction, les gains et pertes nets correspondent aux flux échangés et à la variation de juste valeur de l'instrument.

Les actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti si leur détention s'inscrit dans un modèle de gestion visant l'encaissement de flux de trésorerie contractuels correspondant uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ils se composent des prêts et créances rattachés à des participations, des dépôts et cautionnements, des créances commerciales et autres créances courantes. Ces actifs financiers figurent au bilan en Actifs financiers non courants, Créances clients et Autres actifs financiers courants.

Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et pertes nets sur les prêts et créances correspondent aux produits d'intérêt et provisions.

Les provisions sont enregistrées au compte de résultat et sont déterminées sur la base du modèle des pertes attendues :

- pour les créances commerciales, le Groupe applique une matrice de provisionnement par pays/marque qui est déterminée sur la base des historiques de pertes. Les assurances crédit qui pourraient être souscrites par le Groupe sont prises en compte dans l'évaluation du risque et donc du provisionnement ;
- pour les autres actifs financiers, une analyse prenant en compte la probabilité de défaut de la contrepartie est réalisée.

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur. La variation de juste valeur est reconnue dans les Autres éléments du résultat global si la détention de ces actifs financiers s'inscrit dans un modèle économique visant à la fois (i) la perception de flux de trésorerie contractuels (correspondant uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû), et (ii) la vente de ces actifs financiers.

Cette catégorie comprend les titres de dette qui respectent les caractéristiques des flux contractuels et le modèle de gestion énoncé ci-dessus.

Elle comprend également les actions chaque fois que le Groupe a opté pour cette classification, reconnaissant ainsi la variation de leur juste valeur directement dans les autres éléments du résultat global, et ce jusqu'à leur cession, à l'exception des dividendes perçus qui sont systématiquement reconnus au compte de résultat.

Le groupe Artémis utilise des critères de nature quantitative pour identifier une baisse significative ou durable : ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 40% au moins de sa valeur ou la constatation d'une moins-value latente ininterrompue sur une période de 24 mois consécutifs.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Titres de participation	3,3	22,4
Actifs financiers évalués à la juste valeur	248,7	41,6
Prêts et créances	328,5	474,7
Actifs financiers non courants	580,5	538,7
Actifs financiers évalués à la juste valeur	-	0,8
Prêts et créances	662,4	755,3
Actifs financiers courants	662,4	756,1
Total actifs financiers	1 242,9	1 294,8

Le poste « Prêts et créances non courants » est représenté, notamment, à hauteur de 196,8 millions d'euros par des dépôts et cautionnements et 6,4 millions d'euros par des créances et prêts rattachés à des participations.

Au 31 décembre 2020, la variation de juste valeur des actifs évalués à la juste valeur se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2020			Variation de
	Juste valeur	Coût d'acquisition	Réserve de juste valeur	Gain et Perte de valeur
- Titres cotés	228,2	84,8	-	143,4
- Titres non cotés	20,5	47,7	-	(27,2)
Actifs financiers évalués à la juste valeur	248,7	132,5	-	116,2

12.IMPOTS DIFFERES ET EXIGIBLES

Un impôt différé est calculé selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs, à l'exception des goodwill non déductibles fiscalement. L'évaluation des impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant le taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future est probable.

Un impôt différé passif est comptabilisé sur les différences temporelles taxables relatives aux participations dans les filiales, entreprises associées et co-entreprises sauf si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

12-1 Créances et dette d'impôt courant

(en millions d'euros)	2020	Contrepartie résultat	Décassement	Autres (1)	2019
Impôts exigibles nets	(302,1)	(687,6)	1 443,8	2,6	(1 060,9)
Dont créances d'impôts	613,1				309,7
Dont dettes d'impôts	(915,2)				(1 370,6)

(1) Le flux « Autres » intègre les variations de périmètre, les effets de change ainsi que les reclassements bilanciaux.

12-2 Actifs et passifs d'impôt différé

(en millions d'euros)	2020	Contrepartie résultat	Autres (1)	Contrepartie capitaux propres	2019
Evaluation des marques	(1 455,5)	48,1	(0,1)	-	(1 503,5)
Stocks	788,3	(5,2)	(8,3)	-	801,8
Autres retraitements	290,9	(48,0)	(15,9)	2,1	352,7
Pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés	94,3	(52,0)	(8,2)		154,5
Impôts différés nets	(282,0)	(57,1)	(32,5)	2,1	(194,5)
Dont actifs d'impôts différés	1 232,7				1 413,6
Dont passifs d'impôts différés	(1 514,7)				(1 608,1)

(1) Le flux « Autres » intègre les variations de périmètre, les effets de change ainsi que les reclassements entre différents natures d'impôts différés.

13.AUTRES ACTIFS ET DERIVES NON COURANTS

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Dérivés actifs en valeur de marché (selon détail, note 25)	-	-
Autres actifs non courants	51,0	33,4
Total	51,0	33,4

14.STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix du détail (Retail method), du premier entré premier sorti ou du coût moyen pondéré selon les différentes activités du groupe Artémis.

Les frais financiers sont exclus des stocks. Ils sont comptabilisés en charges financières de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le groupe Artémis peut être amené à constater une dépréciation sur les stocks sur la base de leur perspective d'écoulement, s'ils sont endommagés, partiellement ou complètement obsolètes, si le prix de vente a subi une baisse, ou encore si les coûts estimés d'achèvement et de réalisation de la vente ont augmenté.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Stocks commerciaux	4 203,6	4 131,0
Stocks industriels	578,8	744,7
Valeur brute	4 782,4	4 875,7
Dépréciation	(1 742,5)	(1 701,4)
Total net	3 039,9	3 174,3

Il n'y a aucun stock donné en nantissement de passif au 31 décembre 2020 (idem au 31 décembre 2019).

Mouvements de dépréciation :

Au 31 décembre 2018	(1 427,2)
(Dotation) / Reprise	(218,1)
Variation de périmètre	0,4
Ecart de conversion	(18,6)
Autres variations	(37,9)
Au 31 décembre 2019	(1 701,4)
(Dotation) / Reprise	(71,4)
Variation de périmètre	-
Ecart de conversion	36,6
Autres variations	(6,3)
Au 31 décembre 2020	(1 742,5)

15. CREANCES ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020			2019
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Créances clients	1 734,4	(48,7)	1 685,7	2 018,4
Autres créances d'exploitation	1 121,9	(9,6)	1 112,3	958,2
Créances diverses	50,8	-	50,8	50,6
Comptes de régularisation	156,4	-	156,4	147,9
Instruments dérivés courants (selon détail, note 25)	124,1	-	124,1	33,3
Autres actifs et dérivés courants	1 453,2	(9,6)	1 443,6	1 190,0
Total	3 187,5	(58,3)	3 129,3	3 208,5

16. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inscrit à l'actif du bilan consolidé comprend les disponibilités, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ainsi que les autres instruments liquides et facilement convertibles dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition.

Les placements à plus de trois mois, de même que les comptes bancaires bloqués ou nantis, sont exclus de la trésorerie. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les intérêts courus non échus des actifs présentés en trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les découverts bancaires.

La variation de trésorerie présentée dans le tableau des flux de trésorerie s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 951,7	2 742,5
Découverts bancaires	(455,7)	(453,4)
Total	3 496,0	2 289,1

17.ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Le Groupe applique à compter du 1er janvier 2004, la norme IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession. Les actifs non courants auxquels cette norme est applicable sont définis comme des actifs (ou groupe d'actifs) dont la vente est considérée comme hautement probable.

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais de cession dès que la vente de ces actifs est considérée comme hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée au bilan sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est inscrit en compte de résultat sur la ligne « Activités abandonnées », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

Les activités cédées ou en cours de cession (le pôle Assurance) ont un impact sur le bilan consolidé du Groupe pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	2020	2019
Actifs détenus en vue de la vente	0,7	6,1
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	(0,1)	(0,8)

18.CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2020, le capital d'Artémis S.A.S. s'élève à 862 017 387 euros, divisé en 55 975 155 actions de 15,40 euros de nominal chacune.

Au 31 décembre 2020, le capital d'Artémis est détenu à 99,99% par Financière Pinault.

Il n'existe pas à cette date d'instrument potentiellement dilutif du capital émis par la société Artémis.

19.PROVISIONS

Des provisions pour litiges et contentieux, provisions pour risques divers sont comptabilisées dès lors qu'il existe une obligation actuelle résultant d'un évènement passé se traduisant probablement par une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de façon fiable.

Le coût des restructurations est intégralement provisionné dans l'exercice, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le plan de restructuration est formalisé et détaillé ;
- le plan de restructuration est connu des tiers concernés à la date de clôture de l'exercice.

Ce coût correspond essentiellement aux coûts sociaux (indemnités de licenciements, préretraites, préavis non réalisés, ...), aux fermetures d'exploitations et aux indemnités de rupture de contrat engagées avec des tiers.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Différence de change	Autres variations	2019
Litiges et contentieux	22,7	4,9	(3,2)	0,4	2,0	18,6
Restructurations	-	0,5	(0,8)	-	(0,8)	1,1
Autres provisions	19,7	6,2	(5,0)	(0,3)	4,3	14,6
Provisions non courantes	42,5	11,6	(9,0)	0,1	5,5	34,3
Litiges et contentieux	47,0	14,2	(21,5)	(0,2)	(7,7)	62,2
Restructurations	45,1	11,9	(15,1)	(0,1)	(4,3)	52,7
Autres provisions	121,5	21,3	(18,1)	(0,5)	17,5	101,3
Provisions courantes	213,6	47,4	(54,7)	(0,8)	5,5	216,2
Total	256,1	59,0	(63,7)	(0,7)	11,0	250,5

20. PROVISIONS POUR RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES SIMILAIRES

Les sociétés du groupe Artémis participent, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution des différents types d'avantages du personnel.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements du groupe Artémis au titre des indemnités et des compléments de retraite sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société. Des évaluations actuarielles sont effectuées chaque année pour les régimes les plus importants et à intervalle régulier pour les autres régimes.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est situé. L'évaluation tient compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, du niveau de rémunération future et de la durée d'activité probable du salarié, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel. Les engagements futurs ainsi calculés sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation approprié.

Les écarts actuariels résultent principalement de modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies.

Ces écarts sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global pour l'ensemble des écarts actuariels portant sur des régimes à prestations définies.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges que les droits à prestations soient acquis ou en cours d'acquisition.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en résultat opérationnel courant (coûts des services rendus) et en résultat financier (coûts financiers, intérêts nets sur passif ou actif net). Les réductions, règlements et coûts des services passés sont comptabilisés en résultat opérationnel courant. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Pour les régimes à cotisations définies, les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

La charge future relative aux frais médicaux des personnes en retraite ou appelées à la prendre est couverte par des fonds d'assurance.

Evolution au cours de l'exercice

L'évolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est la suivante (en millions d'euros) :

(en millions d'euros)	Valeur actualisée de l'engagement	Juste valeur des actifs	Situation financière	Variation	Provision	Autres éléments du résultat global	Charge comptabilisée
Valeur actualisée de l'engagement au 1er janvier	777,9	605,9	172,0	-	172,0		
Coûts des services rendus de la période	17,7	-	17,7	(14,5)	3,2	-	2,4
Réductions et règlements	(1,1)	-	(1,1)	-	(1,1)	-	(1,0)
Charges d'intérêts financiers	14,2	-	14,2	(1,2)	13,0	-	12,9
Produits d'intérêts financiers sur les actifs	-	10,7	(10,7)	0,3	(10,4)	-	(10,4)
Coûts des services passés	(6,6)	-	(6,6)	6,6	-	-	-
Ecarts actuariels							
<i>Effets des changements d'hypothèses démographiques</i>	(5,9)	-	(5,9)	5,9	-	-	-
<i>Effets des changements d'hypothèses financières</i>	71,5	-	71,5	(0,4)	71,1	69,0	-
<i>Effets des ajustements liés à l'expérience</i>	1,5	-	1,5	(0,4)	1,1	1,1	-
<i>Rendements des actifs à l'excl. des produits fin</i>	(3,8)	56,1	(59,9)	-	(59,9)	(59,9)	-
<i>Plafonnement des actifs</i>	-	-	-	-	-	-	-
Prestations servies	(28,4)	(23,6)	(4,8)	3,5	(1,3)	-	-
Cotisations effectuées par les participants	4,7	6,1	(1,4)	-	(1,4)	-	-
Cotisations effectuées par l'employeur	(0,0)	13,8	(13,8)	6,0	(7,8)	-	-
Variations de périmètre	5,8	-	5,8	(5,8)	-	-	-
Actifs détenus en vue vente, activités cédées/cess	-	-	-	-	-	-	-
Insurance premium for risk benefits	(0,8)	(0,8)	-	-	-	-	-
Dépenses administratives	(0,8)	(1,3)	0,5	0,4	0,9	-	0,9
Ecarts de conversion	(25,7)	(27,5)	1,8	(0,1)	1,7	(0,7)	-
Valeur actualisée de l'engagement au 31 décembre	820,2	639,4	180,8	0,3	181,1	9,5	4,8

Au 31 décembre 2020, la valeur actuelle de l'obligation totalisant 820,2 millions d'euros se décompose en :

- 78,5 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés,
- 741,7 millions d'euros liés à des régimes entièrement ou partiellement financés.

La répartition de la valeur actualisée de l'obligation par type de régime et par pays, au 31 décembre 2020 est la suivante :

(en millions d'euros)	2020	2019
Indemnités de fin de carrière - France	32,5	27,8
Indemnités de rupture légale (TFR) - Italie	42,8	35,2
Régimes supplémentaires - Royaume Uni	482,3	453,3
Retraites complémentaires (LLP) - Suisse	166,3	170,4
Autres	96,3	91,2
Valeur actualisée de l'engagement au 31 décembre	820,2	777,9

Les fonds des régimes à prestations définies financés sont répartis de la façon suivante :

- les contrats d'assurance représentent 14,3% de la juste valeur totale des actifs,
- les instruments de capitaux propres, 10,3%,
- les instruments d'emprunt, 12,5%,
- et les divers autres actifs, 62,9%.

Conformément à l'option permise par la norme IAS 19 révisée en décembre 2004, le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels sur ses régimes à prestations définies directement en capitaux propres dans l'exercice.

Sur l'exercice 2020, le montant de gains actuariels comptabilisés en capitaux propres s'élève à 10,2 millions d'euros avant impact des impôts différés.

Le montant cumulé de pertes actuarielles comptabilisées en capitaux propres depuis le 1er janvier 2004 s'élève à 190,4 millions d'euros au 31 décembre 2020 avant impact des impôts différés.

Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'estimation des obligations du Groupe en matière d'engagements de retraite sont les suivantes :

	France		Suisse		Italie		Royaume-Uni	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Maturité moyenne des plans	14	13	13 - 25	14 - 25	10	10	23 - 24	23 - 24
Taux d'actualisation	0,3% - 1,0%	0,3% - 1,3%	0,1% - 0,2%	0,3%	1,0%	1,0%	1,5%	2,1%
Taux de croissance attendu des salaires	0,5% - 6,0%	0,3% - 6,0%	1,0% - 1,1%	1,0% - 1,3%	3,0%	3,0%	n/a	n/a

21.DETTES FINANCIERES

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Emprunts et dettes financières long terme		
Emprunts obligataires	4 721,5	3 410,3
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 983,8	4 019,9
Emprunts et dettes financières divers	325,6	412,9
Emprunts finançant des biens en crédit-bail	-	-
Total	9 030,9	7 843,1
Emprunts et dettes financières court terme		
Emprunts obligataires	673,1	884,3
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	320,1	544,4
Emprunts et dettes financières divers	1 313,1	1 361,2
Emprunts finançant des biens en crédit-bail	-	-
Total	2 306,3	2 789,9
Total dettes financières	11 337,2	10 633,0

Au 31 décembre 2020 :

- 22,79 % des dettes financières sont à taux d'intérêt variable,
- 3 319,3 millions d'euros sont garantis par des sûretés réelles en faveur des établissements prêteurs.

L'échéancier des dettes financières se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Montant
Année 2021	2 306,3
Année 2022	1 777,1
Année 2023	1 388,4
Année 2024	1 592,9
Années 2025 et suivantes	4 272,5
Total	11 337,2

N.B. : Les tirages à court terme sur des lignes adossées à des crédits confirmés à plus d'un an sont classés dans les échéances à plus d'un an.

Emprunts obligataires

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Emprunts obligataires comportant une possibilité d'échange ou de conversion en actions	1 378,4	907,2
Autres emprunts obligataires	4 016,2	3 387,4
Total	5 394,7	4 294,6

Les caractéristiques des principaux emprunts obligataires émis par le Groupe peuvent être résumées comme suit :

Emprunts obligataires comportant une possibilité d'échange ou de conversion en actions

(en millions d'euros)	Date d'émission	Taux d'intérêt	Couverture	Sous-jacent	Date d'échéance	Montant au 31/12/20	Montant au 31/12/19
Emetteur							
Archer Obligations (1)	22-sept.-17	Fixe 0%	-	actions Kering	31-mars-23	362,2	356,7
Séléna	25-juin-20	Fixe 0%	-	actions PUMA	25-juin-25	465,9	-
Kering	30-sept.-19	Fixe 0%	-	actions PUMA	30-sept.-22	550,3	550,5

(1) montant net après compensation des instruments dérivés actifs et passifs souscrits dans le cadre de l'émission obligataire

Autres emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Date d'émission	Taux d'intérêt	Couverture	Date d'échéance	Montant au 31/12/20	Montant au 31/12/19
Emetteur						
Terisam	21-juin-13	Fixe 4,012%	-	21-juin-20	-	387,9
Kering	15-juil.-13	Fixe 2,50%	-	15-juil.-20	-	359,8
Kering	8-avr.-14 & 30-mai-14 & 26-juin-14 & 22-sept-15 & 05-nov-15	Fixe 2,75%	-	8-avr.-24	507,3	507,7
Semirat	31-juil.-14	Fixe 3,00%	-	31-juil.-21	202,5	202,5
Kering	1-oct.-14	Fixe 1,375%	-	1-oct.-21	344,7	344,4
Kering	9-mars-15	Variable Libor USD 3 mois + 0,73%	Swap de taux fixe 2,589% pour la totalité	9-mars-20	-	133,5
Kering	27-mars-15	Fixe 0,875%	-	28-mars-22	274,2	274,1
Kering	16-avr.-15	Fixe 1,60%	-	16-avr.-35	49,6	49,5
Kering	9-juin-15	Fixe 2,887%	-	9-juin-21	122,2	133,4
Ter Obligation	24-nov.-15	Fixe 3,0%	-	24-nov.-22	200,1	199,8
Kering	10-mai-16	Fixe 1,25%	-	10-mai-26	497,2	497,0
Kering	5-avr.-17	Fixe 1,50%	-	5-avr.-27	297,9	297,8
Kering	13-mai-20	Fixe 0,25%	-	13-mai-23	598,4	-
Kering	13-mai-20	Fixe 0,75%	-	13-mai-28	595,0	-
Terisam	22-juin-20	Fixe 1,487%	-	22-juin-27	213,8	-
Terisam	22-juin-20	Fixe 1,905%	-	22-juin-30	113,4	-
Total					4 016,3	3 387,4

Les montants inscrits au bilan au 31 décembre 2020 tiennent compte des règles de comptabilisation au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif, déterminé après prise en compte de la composante « capitaux propres » ou « dérivé » et réaffectation des frais d'émission et des primes de remboursement.

22. ENDETTEMENT FINANCIER NET

La notion d'endettement financier net utilisé par le groupe Artémis est constituée de l'endettement financier brut diminué de la trésorerie nette, tels que définis par la recommandation du Conseil National de la Comptabilité N° 2009-R.03 du 2 juillet 2009.

L'endettement financier en valeur nette s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Dettes financières	11 337,2	10 633,0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	(14,8)	8,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 951,7)	(2 742,5)
Total	7 370,7	7 898,8

23. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

23-1 Réconciliation de la Trésorerie et équivalents de trésorerie présentés dans l'état de situation financière et dans le Tableau des flux de trésorerie

La trésorerie nette des découverts bancaires s'élève au 31 décembre 2020 à 3 496 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans le tableau des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	3 951,7	2 742,5
Provision pour dépréciation	-	-
Découverts bancaires	(455,7)	(453,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du Tableau des flux de trésorerie	3 496,0	2 289,1

23- 2 Composition de la Capacité d'autofinancement

(en millions d'euros)	2020	2019
Résultat net des activités poursuivies	1 731,3	2 180,8
Dotations nettes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	1 603,9	1 405,9
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie :	(736,6)	(446,2)
Produits et charges opérationnels courants (note 30)	(189,9)	112,6
- Juste valeur des couvertures de change	(56,3)	97,4
- Autres éléments	(133,6)	15,2
Autres produits et charges	(546,7)	(558,8)
- Dépréciation d'actifs	419,1	95,2
- Juste valeur des couvertures de change en résultat financier	79,7	(96,5)
- Charge (Produit) d'impôt différé	57,1	(458,4)
- Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence	(28,4)	(117,2)
- Autres éléments	(1 074,2)	18,1
Total	2 598,5	3 140,5

23- 3 Emission et remboursement d'emprunts

(en millions d'euros)	2020	2019
Emissions d'emprunts	2 474,1	847,2
Remboursement d'emprunts	(1 542,9)	(457,4)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	(280,8)	828,3
Total	650,4	1 218,1

24.AUTRES PASSIFS ET DERIVES NON COURANTS

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Dérivés passifs en valeur de marché (selon détail, note 26)	184,5	47,9
Autres passifs non courants	187,0	157,5
Total	371,5	205,4

25.AUTRES PASSIFS ET DERIVES COURANTS

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Dettes fournisseurs	1 678,5	1 987,0
Autres dettes d'exploitation	2 257,6	2 554,9
Dettes diverses	510,0	495,9
Comptes de régularisation	60,0	110,3
Instruments dérivés passifs (selon détail, note 26)	49,8	86,1
Autres passifs et dérivés courants	2 877,4	3 247,2
Total	4 555,9	5 234,2

26. INSTRUMENTS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux et son exposition au risque actions. Il s'agit notamment d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré négociés avec des contreparties de premier rang.

L'ensemble des instruments dérivés est comptabilisé au bilan en Autres actifs et passifs courants ou non courants en fonction de leur maturité et de leur qualification comptable et évalué à la juste valeur dès la date de transaction. La variation de juste valeur des instruments

dérivés est toujours enregistrée au compte de résultat sauf dans le cas de couverture de flux de trésorerie et d'investissement net.

Les instruments dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture sont classés par catégorie de couverture en fonction de la nature des risques couverts :

- la couverture de flux de trésorerie permet de couvrir le risque de variation de flux de trésorerie attaché à des actifs ou des passifs comptabilisés ou à une transaction prévue hautement probable qui affecterait le compte de résultat ;
- la couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non encore comptabilisé et qui affecterait le résultat net ;
- la couverture d'investissement net permet notamment de couvrir le risque de change des activités à l'étranger.

La comptabilité de couverture est applicable, si et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- l'élément couvert et l'instrument de couverture sont éligibles ;
- une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée et documentée dès sa date de mise en place ;
- il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

L'inefficacité doit être constatée au compte de résultat à chaque date d'arrêté.

Le traitement comptable des instruments financiers qualifiés d'instruments de couverture, et leur impact au compte de résultat et au bilan, est différencié en fonction du type de relation de couverture :

- pour les couvertures de flux de trésorerie et d'investissement net, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est directement enregistrée en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Pour les instruments dérivés de change, les variations de valeur temps des options et les variations de report/déport sont également enregistrées dans les Autres éléments du résultat global. Ces montants sont reclassés au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts, soit principalement en marge brute pour la part efficace des couvertures des opérations commerciales, et en résultat financier pour les couvertures d'opérations financières ainsi que la valeur temps des couvertures des opérations commerciales ;
- pour les couvertures de juste valeur, la composante couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur au titre du risque couvert. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat et est compensée, à l'inefficacité près, par la comptabilisation en résultat des variations symétriques de juste valeur des instruments financiers utilisés en couverture.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	Risque de taux	Risque de change	Option de conversion en titres	Autres risques de marché	2019
Dérivés Actifs	124,1	-	124,1	-	-	33,3
Non Courant	-	-	-	-	-	-
Juste valeur par le résultat	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Courant	124,1	-	124,1	-	-	33,3
Juste valeur par le résultat	4,8	-	4,8	-	-	4,7
Couverture de flux de trésorerie	109,2	-	109,1	-	-	23,8
Couverture de juste valeur	10,2	-	10,2	-	-	4,8
Dérivés Passifs	234,2	18,1	47,3	94,8	74,1	134,0
Non Courant	184,5	0,2	5,7	104,5	74,1	47,9
Juste valeur par le résultat	184,3	-	5,7	104,5	74,1	47,6
Couverture de flux de trésorerie	0,2	0,2	-	-	-	0,3
Couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Courant	49,7	17,9	41,5	(9,7)	-	86,1
Juste valeur par le résultat	11,5	-	11,4	-	-	1,1
Couverture de flux de trésorerie	42,9	17,9	25,0	-	-	71,9
Couverture de juste valeur	(4,6)	-	5,1	(9,7)	-	13,1
Total	(110,1)	(18,1)	76,9	(94,8)	(74,1)	(100,7)

27.RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe Artémis, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles et inhabituelles.

Le résultat opérationnel courant, défini au sens de la recommandation du Conseil National de la Comptabilité en date du 2 juillet 2009, est un agrégat intermédiaire qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle de l'entreprise. Il correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des dépréciations de goodwill, et des autres produits et charges opérationnels définis de la manière suivante :

- les résultats de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, d'actifs ou de participations opérationnels ;
- les coûts de restructurations et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs ;
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020			2019		
	Activités	Autres	Total	Activités	Autres	Total
	Luxe	Activités		Luxe	Activités	
Produits des activités ordinaires	13 100,2	890,5	13 990,8	15 883,5	1 262,9	17 146,4
Coûts des produits et services vendus	(3 590,6)	(251,5)	(3 842,1)	(4 108,4)	(294,8)	(4 403,2)
Marge brute	9 509,6	639,1	10 148,7	11 775,1	968,1	12 743,2
Charges de personnel et coûts des avantages au personnel	(2 070,0)	(354,0)	(2 424,0)	(2 290,8)	(420,4)	(2 711,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	(4 304,4)	(370,1)	(4 674,5)	(4 700,4)	(434,5)	(5 134,9)
Résultat opérationnel courant	3 135,2	(85,0)	3 050,2	4 783,9	113,2	4 897,1
Autres produits et charges opérationnels non courants	(541,5)	16,4	(525,1)	(168,5)	(65,0)	(233,5)
Résultat opérationnel	2 593,7	(68,5)	2 525,1	4 615,4	48,2	4 663,6

Pour l'exercice 2020, les autres produits et charges opérationnels non courants regroupent essentiellement :

- la dépréciation des marques Ulysse Nardin, Girard Perregaux et Brioni, maisons dont l'activité a été particulièrement pénalisée par la pandémie pour un montant de 327,7 d'euros ;
- la dépréciation d'écarts d'acquisition à hauteur de 51,1 millions d'euros relatifs à des sociétés industrielles fournissant de peaux tannées les activités de maroquinerie et les marques horlogères du Groupe et hors groupe ;
- 15 millions d'euros de dons exceptionnels pour soutenir diverses institutions dans leur lutte contre la pandémie ;
- la dépréciation d'un droit d'utilisation sur contrat de location chez Brioni pour 30 millions d'euros.

Pour l'exercice 2019, les autres produits et charges opérationnels non courants regroupent essentiellement :

- la dépréciation de l'écart d'acquisition de Sowind et des marques Ulysse Nardin et Brioni à hauteur de 76,5 millions d'euros, sans impact sur la trésorerie du Groupe ;
- les coûts de restructurations pour 28,5 millions d'euros, relatives principalement à l'organisation logistique du Groupe et au pôle « Horlogerie et Joaillerie » ;
- un don à la fondation Notre Dame de Paris pour 100 millions d'euros ;
- des autres charges, principalement liées à des litiges.

28.CHARGES FINANCIERES NETTES

Le poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020			2019		
	Activités Luxe	Autres activités	Total	Activités Luxe	Autres activités	Total
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6,7	(0,6)	6,1	10,6	17,6	28,3
Coût de l'endettement financier brut	(50,0)	(80,1)	(130,1)	(62,9)	(99,1)	(162,0)
Coût de l'endettement financier net	(43,3)	(80,7)	(124,0)	(52,3)	(81,5)	(133,8)
Intérêts liés aux dettes de location	(112,9)	(11,8)	(124,7)	(109,6)	(12,9)	(122,5)
Dividendes reçus	-	0,1	0,1	-	0,5	0,5
Gains et pertes sur actifs financiers à la juste valeur	11,9	162,0	173,9	(0,1)	(40,0)	(40,1)
Gains et pertes sur passifs financiers à la juste valeur	-	-	-	-	-	-
Différence nette de change	(32,2)	(41,1)	(73,3)	(10,9)	9,1	(1,8)
Gains et pertes sur dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	(32,1)	-	(32,1)	0,9	-	0,9
Effets de l'actualisation des actifs et passifs	(0,1)	-	(0,1)	(1,7)	-	(1,7)
Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie et de juste valeur	(114,4)	(6,4)	(120,8)	(133,5)	-	(133,5)
Autres produits / (charges) financiers	241,5	(18,3)	223,2	(2,3)	4,0	1,7
Autres produits et charges financiers	74,6	96,3	170,9	(147,6)	(26,4)	(174,0)
Charges financières nettes	(81,6)	3,7	(77,8)	(309,5)	(120,8)	(430,3)

29.IMPOTS SUR LES BENEFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent des différences temporelles existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan et la valeur fiscale des actifs et passifs.

Le groupe Artémis comptabilise les impôts différés selon la méthode bilancielle du report variable. Les actifs nets d'impôts différés sont limités, pour chaque entité fiscale, au montant des passifs d'impôts différés enregistrés, sauf si la probabilité d'imputation de ces actifs d'impôts sur des résultats fiscaux passés ou futurs est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Résultat courant avant impôts	2 447,3	4 233,3
Charge d'impôt courant	687,5	2 623,1
Charge / (produit) d'impôt différé	57,1	(453,4)
Charge totale d'impôts	744,6	2 169,7
Taux effectif d'imposition	30,4%	51,3%
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	0,0	904,0
Charge totale d'impôts (hors effet accord fiscal en Italie)	744,6	1 265,7
Taux effectif d'imposition	30,4%	29,9%

La variation des déficits reportables, n'ayant pas conduit à la comptabilisation d'impôts différés actifs, peut être résumée de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2020	2019
Au 1er janvier	3 377,5	3 632,5
Déficits créés au titre de l'exercice	86,1	270,7
Déficits imputés/prescrits sur l'exercice	6,5	(641,4)
Variation de périmètre et de change	(80,4)	115,7
Au 31 décembre	3 389,7	3 377,5

Rationalisation de la charge d'impôt

L'écart entre le taux normal d'imposition et le taux effectif d'imposition du Groupe s'analyse ainsi :

En % du résultat avant impôt	2020	2019
Taux d'impôt en France	32,0%	34,4%
Effet de l'imposition des filiales étrangères	-7,4%	-9,2%
Effet des éléments taxés à taux réduits	0,0%	0,0%
Effet des différences permanentes	-1,3%	-0,4%
Effet des différences temporelles non comptabilisées	6,0%	-0,6%
Effet des reports déficitaires net de l'effet des intégrations fiscales	3,6%	-2,7%
Effet des variations de taux d'impôt	0,6%	-0,2%
Autres effets	-3,1%	8,6%
Taux effectif d'imposition (hors effet de l'accord fiscal en Italie)	30,4%	29,9%
Effet de l'accord en Italie	0,0%	21,5%
Taux effectif d'imposition	30,4%	51,3%

30.SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du groupe Artémis qui se livre à des activités susceptibles de générer des revenus, dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par le principal décideur et pour laquelle une information distincte est disponible.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Les secteurs retenus au nombre de cinq, correspondent à l'organisation du Groupe par Pôle.

Ils sont définis comme suit :

- Pôle Luxe qui regroupe les marques de luxe du groupe dont Gucci, Saint Laurent et Bottega Veneta entre autres.
- Pôle Enchère qui est représenté par Christie's
- Pôle Vin qui regroupe les vignobles du groupe
- Pôle Croisière représenté par Le Ponant
- Pôle Holdings et autres qui regroupe les holdings et les activités dont le Chiffre d'affaire n'est pas encore significatif au vu du Groupe.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat opérationnel courant.

Les dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant correspondent aux dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles comptabilisées dans le résultat opérationnel courant.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles correspondent aux acquisitions brutes d'immobilisations y compris décalage de trésorerie et hors investissement d'immobilisations en contrat de location-financement.

Les actifs sectoriels non courants se composent des goodwill, des marques et autres immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Les actifs sectoriels se composent des actifs sectoriels non courants, des stocks, des créances clients et des autres actifs courants.

Les passifs sectoriels se composent des impôts différés passifs sur les marques, des dettes fournisseurs et des autres passifs courants.

Informations par secteur d'activité

Les principaux agrégats du Groupe répartis par secteur d'activité s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Luxe	Vente aux enchères	Vins	Croisières	Holdings et autres	Total consolidé
2020						
Produits des activités ordinaires	13 100,2	579,9	77,5	110,5	122,6	13 990,8
- Hors Groupe	13 100,2	579,9	77,5	110,5	122,6	13 990,8
- Groupe	-	-	2,9	-	28,1	30,9
Résultat opérationnel courant	3 135,2	34,2	51,1	(119,3)	(50,9)	3 050,4
Dotations courantes aux amort. et dépréciations sur actifs opérationnels non courants	1 306,0	39,3	4,0	55,0	30,8	1 435,0
Autres charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(189,9)	-	-	-	-	(189,9)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	795,6	28,4	10,5	176,2	76,2	1 086,9
Actifs sectoriels	22 106,9	2 004,7	682,3	1 415,8	343,9	26 553,6
Passifs sectoriels	8 859,9	1 184,3	5,3	161,1	250,8	10 461,3
2019						
Produits des activités ordinaires	15 883,5	733,6	63,6	314,8	150,9	17 146,4
- Hors Groupe	15 883,5	733,6	63,6	314,8	150,9	17 146,4
- Groupe	-	-	3,0	-	29,3	29,3
Résultat opérationnel courant	4 778,3	97,9	37,0	34,0	(50,1)	4 897,1
Dotations courantes aux amort. et dépréciations sur actifs opérationnels non courants	1 231,3	44,2	4,4	46,7	27,3	1 353,8
Autres charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	100,2	-	-	-	12,4	112,6
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	1 016,3	32,0	6,5	326,1	81,2	1 462,2
Actifs sectoriels	22 811,2	2 333,9	741,2	1 355,9	304,5	27 546,7
Passifs sectoriels	9 581,8	1 438,6	8,4	195,1	220,8	11 444,7

Informations par zone géographique

Les principaux agrégats du Groupe répartis par zone géographique s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Europe de l'Ouest	Amérique du Nord	Japon	Pays matures	Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	Amérique du Sud	Asie-Pacifique (hors Japon)	Pays émergents	Total consolidé
2020									
Produits des activités ordinaires	4 148,2	3 023,8	931,6	8 103,6	648,9	147,6	5 088,9	5 885,4	13 989,0
2019									
Produits des activités ordinaires	5 906,0	3 423,2	1 310,9	10 640,1	773,7	222,1	5 572,4	6 568,2	17 208,3

Réconciliation des actifs et passifs sectoriels

Le total des actifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe :

(en millions d'euros)	2020	2019
Ecarts d'acquisition	4 498,4	4 605,8
Autres immobilisations incorporelles	7 245,9	7 513,7
Immobilisations corporelles	4 533,6	4 482,4
Autres actifs non courants	51,0	33,4
Stocks	3 039,9	3 174,3
Créances clients	1 685,7	2 018,4
Autres actifs courants	1 319,6	1 156,7
Droits d'utilisation	4 179,5	4 562,0
Actifs sectoriels	26 553,6	27 546,7
Portefeuille dans les sociétés mises en équivalence	2 603,5	3 057,3
Actifs financiers non courants	580,5	538,7
Actifs d'impôts différés	1 232,7	1 413,6
Créances d'impôts exigibles	613,1	309,7
Autres actifs financiers courants	662,4	756,1
Dérivés	124,1	33,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 951,7	2 742,5
Actifs détenus en vue de la vente	0,7	6,1
Total actif	36 322,3	36 404,0

Le total des passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe :

(en millions d'euros)	2020	2019
Passifs d'impôts différés sur les marques	1 455,5	1 503,5
Dettes fournisseurs	1 678,5	1 987,0
Autres passifs non courants	187,0	157,5
Autres passifs courants	2 827,6	3 161,1
Dettes financières liées aux locations à long terme	3 749,1	3 883,8
Dettes financières liées aux locations à court terme	563,6	751,8
Passifs sectoriels	10 461,3	11 444,7
Capitaux propres	12 878,8	12 293,8
Emprunts et dettes financières à long terme	9 030,9	7 843,1
Dérivés non courants	184,5	47,9
Provisions non courantes	209,9	197,0
Autres passifs d'impôts différés	59,2	104,6
Emprunts et dettes financières à court terme	2 306,3	2 789,9
Dérivés courants	49,8	86,1
Provisions courantes	226,3	225,5
Dettes d'impôts exigibles	915,2	1 370,6
Passifs liés à des actifs destinés à la vente	0,1	0,8
Total passif	36 322,3	36 404,0

31.EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

31- 1 Gestion des risques de taux et de devise

Le Groupe utilise divers instruments financiers pour réduire son exposition aux risques de change et de taux. Il s'agit d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré négociés avec des contreparties de premier plan.

Ces instruments, dérivés de change et de taux, sont inscrits au bilan en valeur de marché. La valeur de marché a été fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché en date de clôture.

Politique de gestion de l'exposition aux risques de change

Les contrats d'achats ou de ventes à terme et les options sur devises sont les instruments généralement utilisés pour la couverture du risque de change.

L'encours notionnel global au 31 décembre 2020 se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2020	2019
Changes à terme et swaps de change	(4 536,5)	(5 778,5)
Options de change - tunnels	(298,3)	(233,2)
Options de change - achats	(172,0)	(154,7)
Total	(5 006,8)	(6 166,4)

Politique de gestion de l'exposition aux risques de taux d'intérêt

La gestion des risques de taux d'intérêt, visant à encadrer les frais financiers, est assurée principalement par le biais de contrats de swaps et d'options.

L'encours notionnel global au 31 décembre 2020 et par échéance se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2020	2019
Swaps emprunteurs "taux fixes"	1 677,6	1 914,4
Autres instruments de taux d'intérêts	-	32,5
Total	1 677,6	1 946,9

(en millions d'euros)		2021	2022	2023	2024	Au-delà
Swaps emprunteurs "taux fixes"	1 677,6	257,6	400,0	1 020,0	-	-
Autres instruments de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Total	1 677,6	257,6	400,0	1 020,0	-	-

Analyse de la sensibilité au risque de taux d'intérêt

Compte tenu des informations sur l'encours de la dette brute, détaillé dans la « note 20 – Dettes financières », et de sa répartition entre taux fixe et taux variable après prise en compte des instruments dérivés, une variation instantanée de 50 points de base des taux d'intérêts aurait un impact en année pleine de 12,9 millions d'euros sur le résultat consolidé avant impôt, hors ajustement de juste valeur liée aux dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2019, cet effet avait été estimé à 14,3 millions d'euros pour une variation instantanée de 50 points de base des taux d'intérêts.

La base de variation de 50 points de base est jugée conforme aux niveaux relatifs de taux constatés à la date d'arrêt.

31- 2 Gestion des autres risques de marché

Politique de gestion du risque de liquidité

Le Groupe optimise la gestion de la liquidité à travers différentes actions supervisées soit au niveau de la maison-mère par la Direction générale, soit au niveau des filiales à l'aide de leur reporting financier propre, pouvant être résumées de la façon suivante :

- diversification des sources de financements : le Groupe procède à des émissions sur les marchés de titres à court terme et à des émissions sur les marchés obligataires. Il dispose de droits à tirages non utilisés sur des lignes de crédit confirmées auprès des différentes contreparties de premier plan.
- analyse de la maturité : le Groupe bénéficie d'une répartition homogène des échéances contractuelles de ses passifs financiers.
- liquidité des placements : les équivalents de trésorerie comprennent des OPCVM, des certificats de trésorerie et des dépôts à terme de moins de 3 mois.
- gestion des covenants : les financements bancaires prévoient des clauses d'engagement et de défauts habituelles, négociées avec chacune de ses contreparties. L'ensemble de ces clauses n'a pas fait l'objet de rupture au 31 décembre 2020 et il n'existe pas de risque de défaut prévisible à cet égard.

Politique de gestion du risque de crédit

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de devise, de taux d'intérêt et de fluctuations des cours de bourse naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan, sans risque de contrepartie.

Compte tenu du grand nombre de clients répartis dans plusieurs types d'activités, il n'y a pas de concentration du risque de crédit sur les créances détenues par le Groupe. De façon générale, le Groupe considère qu'il n'est pas exposé à un risque de crédit particulier.

32.ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements donnés s'analysent comme suit :

	Sûretés réelles données	Avals, cautions et garanties données	Autres engagements donnés	Total
Engagements hors-bilan 2019	3 800,5	40,6	1 232,6	5 073,7
Etablissements de crédit, banques	3 317,1	-	-	3 317,1
Taxes douanières	-	44,6	-	44,6
Autres impôts et taxes	-	-	-	-
Garanties de passif	-	-	275,1	275,1
Autres	-	-	610,7	610,7
Engagements hors-bilan 2020	3 317,1	44,6	885,8	4 247,5

33.REMUNERATION

Le montant global brut des rémunérations directes et indirectes de toutes natures versés par la société et par les sociétés contrôlées françaises et étrangères aux mandataires sociaux et administrateurs s'élève à 16 637 530 euros en 2020.

La valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice s'élève en 2020 à 12 400 000 euros pour les membres de la direction.

34.EFFECTIF

L'effectif moyen au sein des entreprises consolidées par intégration globale est de 39 548 personnes en 2020 contre 38 065 personnes en 2019.

35.HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe au cours de l'exercice se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2020			
	KPMG		EY	
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
- Société mère	58,6	0,78%	43,5	1,11%
- Filiales intégrées globalement	6 460,6	86,40%	235,0	5,98%
Sous-total	6 519,2	87,19%	278,5	7,08%
Services autres que la certification des comptes				
- Société mère	-	0,00%	-	0,00%
- Filiales intégrées globalement	958,0	12,81%	3 652,8	92,92%
Sous-total	958,0	12,81%	3 652,8	92,92%
TOTAL	7 477,2	100,00%	3 931,3	100,00%

36.EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2020 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil de surveillance du 30 mars 2021.

37.LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES

SOCIETES	% de détention			
	2020	2019		
ARTEMIS SAS	SOCIETE MERE			
LUXE				
KERING **	G	41,44%	G	41,38%
<i>** Pourcentage de contrôle de 58.20% en 2020 et 58.13% en 2019</i>				
<u>MAISONS DE LUXE</u>				
France				
ALEXANDER MC QUEEN FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
ARCADES PONTHEIU	G	39,37	G	39,32
BALENCIAGA SA	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
BOUCHERON HOLDING SAS		Fusion	G	41,38
BOUCHERON PARFUMS SAS	G	41,44	G	41,38
BOUCHERON SAS	G	41,44	G	41,38
BRIONI FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
C MENDES SAS	G	41,44	G	41,38
DODO PARIS SAS	G	41,44	G	41,38
FRANCE CROCO SAS	G	41,44	G	41,38
GG FRANCE SERVICES SAS	G	41,44	G	41,38
GPO HOLDING SAS	G	41,44	G	41,38
GUCCI FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
LES BOUTIQUES BOUCHERON SAS	G	41,44	G	41,38
POMELLATO PARIS SA	G	41,44	G	41,38
QEELIN FRANCE SARL	G	41,44	G	41,38
SOWIND FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
TANNERIE DE PERIERS SAS	G	41,44	G	41,38
YSL VENTES PRIVEES FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT BOUTIQUE FRANCE SAS	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT PARFUMS SAS	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT SAS	G	41,44	G	41,38
Allemagne				
BALENCIAGA GERMANY GMBH	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA GERMANY GMBH	G	41,44	G	41,38
BRIONI GERMANY GMBH	G	41,44	G	41,38
DODO DEUTSCHLAND GMBH	G	41,44	G	41,38
GG LUXURY GOODS GMBH	G	41,44	G	41,38
KW LUXURY DISTRIBUTION GMBH	G	41,44	G	41,38
POMELLATO DEUTSCHLAND GMBH	G	41,44	G	41,38
KERING WATCHES LUXURY DIVISION GmbH	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT GERMANY GMBH	G	41,44	G	41,38
Afrique du Sud				
GG LUXURY RETAIL SOUTH AFRICA PTE LTD	G	25,69	G	25,66
Aruba				
GEMINI ARUBA NV	G	41,44	G	41,38
Australie				
ALEXANDER MCQUEEN AUSTRALIA PTY Ltd	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA AUSTRALIA PTY LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA AUSTRALIA PTY LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI AUSTRALIA PTY LTD	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT AUSTRALIA PTY LTD	G	41,44	G	41,38
Autriche				
ALEXANDER McQUEEN GMBH	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA AUSTRIA GMBH	G	41,44		Création
BOTTEGA VENETA AUSTRIA GMBH	G	41,44	G	41,38
BRIONI AUSTRIA GMBH	G	41,44	G	41,38
GUCCI AUSTRIA GMBH	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT AUSTRIA GMBH	G	41,44	G	41,38
Bahrein				
FLORENCE 1921 WLL	G	20,31	G	20,28
Belgique				
GUCCI BELGIUM SA	G	41,44	G	41,38

SOCIETES			% de détention	
		2020		2019
<i>Brésil</i>				
BOTTEGA VENETA HOLDING LTDA	G	41,44	G	41,38
GUCCI BRAZIL IMPORTACAO E EXPORTACAO LTDA	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT BRAZIL IMPORTACAO E EXPORTACAO LTDA	G	41,44	G	41,38
<i>Canada</i>				
BALENCIAGA CANADA INC	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA CANADA Ltd	G	41,44	G	41,38
G. BOUTIQUES INC	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT CANADA BOUTIQUES INC	G	41,44	G	41,38
<i>Chili</i>				
LUXURY GOODS CHILE SPA	G	21,13	G	21,11
<i>Chine</i>				
<i>Chine continentale</i>				
1921 (SHANGHAI) RESTAURANT LTD		Liquidation	G	41,38
ALEXANDER McQUEEN (SHANGHAI) TRADING LTD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA FASHION SHANGAI CO LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA (CHINA) TRADING LTD	G	41,44	G	41,38
BRIONI (SHANGHAI) TRADING LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI (CHINA) TRADING LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI WATCHES MARKETING CONSULTING (SHANGHAI) LTD	G	41,44	G	41,38
KERING (SHANGHAI) WATCHES AND JEWELRY LTD	G	41,44	G	41,38
KERING INVESTMENT MANAGEMENT GROUP CO LTD	G	41,44	G	41,38
POMELLATO SHANGAI CO LTD	G	41,44	G	41,38
QEELIN TRADING (SHANGHAI) CO LTD	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT (SHANGHAI) TRADING LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Hong Kong SAR</i>				
ALEXANDER McQUEEN (HONG KONG) LTD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA ASIA PACIFIC LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA HONG KONG LTD	G	41,44	G	41,38
BOUCHERON HONG KONG LTD	G	41,44	G	41,38
BRIONI HONG KONG LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI (HONG KONG) LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI ASIA COMPANY LTD	G	41,44	G	41,38
LUXURY TIMEPIECES (HONG KONG) LTD	G	41,44	G	41,38
MOVEN INTERNATIONAL LTD	G	41,44	G	41,38
POMELLATO PACIFIC LTD	G	41,44	G	41,38
QEELIN LTD	G	41,44	G	41,38
ULYSSE NARDIN (ASIA PACIFIC) LTD	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT (HONG KONG) LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Macau SAR</i>				
ALEXANDER McQUEEN (MACAU) LTD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
BRIONI MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
KERING (MACAU) WATCHES AND JEWELRY LTD	G	41,44	G	41,38
QEELIN MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT MACAU LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Taiwan</i>				
BOUCHERON TAIWAN CO LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI GROUP WATCHES TAIWAN LTD	G	41,44	G	41,38
ULYSSE NARDIN (TAIWAN) LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Corée</i>				
ALEXANDER McQUEEN KOREA Ltd	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
BOUCHERON KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Emirats Arabes Unis</i>				
AP LUXURY GOODS MIDDLE EAST LLC	G	20,31	G	20,28
ATELIER LUXURY GULF LLC	G	20,31	G	20,28
FASHION LUXURY MIDDLE EAST LLC	G	20,31	G	20,28
LUXURY FASHION GULF LLC	G	20,31	G	20,28
LUXURY GOODS GULF LLC	G	20,31	G	20,28

SOCIETES			% de détention	
			2020	2019
Espagne				
BALENCIAGA SPAIN SL	G		41,44	G 41,38
BOTTEGA VENETA ESPANA SL	G		41,44	G 41,38
BRIONI RETAIL ESPANA SL	G		41,44	G 41,38
DODO SPAIN SA	G		41,44	G 41,38
LUXURY GOODS SPAIN SL	G		41,44	G 41,38
LUXURY TIMEPIECES ESPANA SL	G		41,44	G 41,38
SOWIND IBERICA SL	G		41,44	G 41,38
YVES SAINT LAURENT SPAIN SA	G		41,44	G 41,38
Etats-Unis				
741 MADISON AVENUE CORP		Fusion		G 41,38
ALEXANDER MCQUEEN TRADING AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
BALENCIAGA AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
BOTTEGA VENETA INC	G		41,44	G 41,38
BOUCHERON JOAILLERIE (USA) INC	G		41,44	G 41,38
BRIONI AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
BRIONI AMERICA HOLDING INC	G		41,44	G 41,38
E_LITE US INC	G		41,44	G 21,11
G. GATOR USA LLC	G		41,44	G 41,38
GUCCI AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
GUCCI CARIBBEAN INC	G		41,44	G 41,38
GUCCI GROUP WATCHES INC		Fusion		G 41,38
GUCCI OSTERIA USA TRUST	G		41,44	G 41,38
GUCCI OSTERIA USA LLC	G		41,44	G 41,38
JOSEPH ALTUZARRA		Cession		E 16,78
LUXURY HOLDINGS INC	G		41,44	G 41,38
LUXURY TIMEPIECES AND JEWELRY USA INC	G		41,44	G 41,38
POMELLATO USA INC	G		41,44	G 41,38
TOMAS MAIER DISTRIBUTION LLC		Liquidation		E 21,11
TOMAS MAIER HOLDING LLC		Liquidation		E 21,11
TRADEMA OF AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
ULYSSE NARDIN INC	G		41,44	G 41,38
WALL'S GATOR FARM II LLC	E		16,58	E 16,55
WG ALLIGATOR FARM LLC	E		16,58	E 16,55
YVES SAINT LAURENT AMERICA HOLDING INC	G		41,44	G 41,38
YVES SAINT LAURENT AMERICA INC	G		41,44	G 41,38
Grande-Bretagne				
ALEXANDER McQUEEN TRADING LTD	G		41,44	G 41,38
AUTUMNPAPER LTD	G		41,44	G 41,38
BALENCIAGA UK LTD	G		41,44	G 41,38
BIRDSWAN SOLUTIONS LTD	G		41,44	G 41,38
BOTTEGA VENETA UK CO LTD	G		41,44	G 41,38
BOUCHERON UK LTD	G		41,44	G 41,38
BRIONI UK LTD	G		41,44	G 41,38
DODO (UK) LTD	G		41,44	G 41,38
GUCCI LTD	G		41,44	G 41,38
LUXURY TIMEPIECES UK LTD	G		41,44	G 41,38
LUXURY TIMEPIECES & JEWELLERY OUTLETS LTD	G		41,44	G 41,38
PAINTGATE LTD	G		41,44	G 41,38
POMELLATO (UK) LTD	G		41,44	G 41,38
YVES SAINT LAURENT UK LTD	G		41,44	G 41,38
Grèce				
LUXURY GOODS GREECE AE	G		41,36	G 41,30
Guam				
BOTTEGA VENETA GUAM INC	G		41,44	G 41,38
GUCCI GROUP GUAM INC	G		41,44	G 41,38
Hongrie				
GUCCI HUNGARY KFT	G		41,44	G 41,38
Inde				
LUXURY GOODS RETAIL PRIVATE LTD LGR	G		21,13	G 21,11
Irlande				
GUCCI IRELAND LTD	G		41,44	G 41,38

SOCIETES			% de détention	
		2020		2019
Italie				
ACCADEMICA DELLA PELLETERIA SRL	G	21,13	G	21,11
ALEXANDER MCQUEEN ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
ALEXANDER MCQUEEN ONLINE ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
B.V. ECOMMERCE SRL	G	41,44		Création
B.V. ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
B.V. LUXURY SRL		Fusion	G	41,38
BALENCIAGA LOGISTICA SRL	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA ONLINE ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA RETAIL ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA LOGISTICA SRL	G	41,44		Création
BOTTEGA VENETA SRL	G	41,44	G	41,38
BRIONI GERMANICS HOLDING SRL	G	41,44	G	41,38
BRIONI ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
BRIONI SPA	G	41,44	G	41,38
CARAVEL PELLI PREGIATE SPA	G	41,44	G	41,38
CHEM - TEC SRL	G	21,13	G	21,11
COLONNA SPA	G	21,13	G	21,11
CONCERIA 800 SPA	G	21,13	G	21,11
CONCERIA BLUTONIC SPA	G	21,13	G	21,11
DESIGN MANAGEMENT 2 SRL	G	41,44	G	41,38
DESIGN MANAGEMENT SRL	G	41,44	G	41,38
E_LITE SPA	G	41,44	G	21,11
FALCO PELLAMI SPA	G	21,13	G	21,11
G. COMMERCE EUROPE SPA	G	41,44	G	41,38
GARPE SRL	G	41,44	G	41,38
GGW ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
GJP SRL	G	41,44	G	41,38
GPA SRL	G	41,44	G	41,38
GT SRL	G	41,44	G	41,38
GUCCI GARDEN SRL	G	41,44	G	41,38
GUCCI IMMOBILIARE LECCIO SRL	G	41,44	G	41,38
GUCCI LOGISTICA SPA	G	41,44	G	41,38
GUCCIO GUCCI SPA	G	41,44	G	41,38
IMMOBILIARE ARMEA SRL	G	41,44	G	41,38
K RETAIL ROMA SRL	G	41,44	G	41,38
KERING FASHION OPERATIONS SRL	G	41,44	G	41,38
LECCIO SRL	G	41,44	G	41,38
LUXURY GOODS ITALIA SPA	G	41,44	G	41,38
LUXURY GOODS OUTLET SRL	G	41,44	G	41,38
MANIFATTURA VENETA PELLETERIE SRL	G	41,44	G	41,38
MARBELLA PELLAMI SPA	G	21,13	G	21,11
PELLETERIA ALESSANDRA SRL	G	29,01		Acquisition
PIGINI SRL	G	41,44	G	41,38
POMELLATO EUROPA SPA	G	41,44	G	41,38
POMELLATO SPA	G	41,44	G	41,38
ROMAN STYLE SPA	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT ECOMMERCE SRL	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT SHOES SRL		Fusion	G	41,38
SAMMEZZANO OUTLET SRL	G	41,44	G	41,38
SL LUXURY RETAIL SRL	G	41,44	G	41,38
SOWIND ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
TEST & INNOVATION LAB SRL	G	41,44		Création
TIGER FLEX SRL	G	41,44	G	41,38
TOMAS MAIER ITALIA SRL		Liquidation	E	21,11
TRAMOR SRL	G	41,44	G	41,38
ULYSSE NARDIN ITALIA SRL	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT MANIFATTURE SRL	G	41,44	G	41,38
Japon				
BALENCIAGA JAPAN LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA JAPAN LTD	G	41,44	G	41,38
BOUCHERON JAPAN LTD	G	41,44	G	41,38
BRIONI JAPAN & CO LTD	G	41,44	G	41,38
E_LITE JAPAN LTD	G	41,44	G	21,11
LUXURY TIMEPIECES JAPAN LTD		Fusion	G	41,38
POMELLATO JAPAN CO LTD	G	41,44	G	41,38
SOWIND JAPAN KK	G	41,44	G	41,38

SOCIETES			% de détention	
		2020		2019
Kazakhstan				
ULYSSE NARDIN KAZAKHSTAN LLP	E	20,72	E	20,69
Koweït				
AUTUMNPAPER LUXURY GOODS FOR READYMADE CLOTHES SHOES AND ACCESSO	G	20,31		Création
B.A.L FOR READY-TO-WEAR APPAREL AND ACCESSORIES WLL	G	20,31	G	20,28
BOTTEGA VENETA LEATHER GOODS KUWAIT WLL	G	20,31	G	20,28
LUXURY GOODS KUWAIT WII	G	10,78	G	10,76
YSL KUWAIT FOR READYMADE CLOTHES AND ACCESSORIES WLL	G	20,31	G	20,28
Luxembourg				
BOTTEGA VENETA INTERNATIONAL SARL	G	41,44	G	41,38
GUCCI LUXEMBOURG SA	G	41,44	G	41,38
GUCCI GULF INVESTMENTS SARL	G	41,44	G	41,38
QEELIN HOLDING LUXEMBOURG SA	G	41,44	G	41,38
Malaisie				
AUTUMNPAPER MALAYSIA SDN BHD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA SEA MALAYSIA SDN BHD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA MALAYSIA SDN BHD	G	41,44	G	41,38
GUCCI (MALAYSIA) SDN BHD	G	41,44	G	41,38
KERING WATCHES AND JEWELRY (MALAYSIA) SDN BHD	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT (MALAYSIA) SDN BHD	G	41,44	G	41,38
Mexique				
BALENCIAGA RETAIL MEXICO S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA MEXICO S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA SERVICIOS S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
D ITALIAN CHARMS SA DE CV	G	41,44	G	41,38
GUCCI IMPORTACIONES SA DE CV	G	41,44	G	41,38
GUCCI MEXICO SA DE CV	G	41,44	G	41,38
RETAIL LUXURY SERVICIOS SA DE CV	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT MEXICO S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT SERVICIOS S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
SERVICIOS DE PERSONAL BALENCIAGA S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
Monaco				
BOUCHERON SAM	G	41,44	G	41,38
GUCCI SAM	G	41,44	G	41,38
KERING RETAIL MONACO SAM	G	41,44	G	41,38
SAM YVES SAINT LAURENT OF MONACO	G	41,44	G	41,38
SMHJ SAM	G	41,35	G	41,30
Mongolie				
ULYSSE NARDIN MONGOLIA LLC	E	20,72	E	20,69
Nouvelle Zélande				
GUCCI NEW ZEALAND LTD	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT NEW ZEALAND Ltd	G	41,44		Création
Panama				
LUXURY GOODS PANAMA S de RL	G	21,13	G	21,11
SAINT LAURENT PANAMA INC	G	41,44	G	41,38
Pays-Bas				
BOTTEGA VENETA NETHERLANDS BV	G	41,44	G	41,38
G. DISTRIBUTION BV	G	41,44	G	41,38
GG MIDDLE EAST BV	G	21,13	G	21,11
GG OTHER TERRITORIES BV	G	41,44	G	41,38
GUCCI NETHERLANDS BV	G	41,44	G	41,38
KERING ASIAN HOLDING BV	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT NETHERLANDS BV	G	41,44	G	41,38
Portugal				
BOTTEGA VENETA PORTUGAL UNIPessoal LDA	G	41,44	G	41,38
Qatar				
SAINT LAURENT PARIS LLC	G	9,95	G	9,93
LUXURY GOODS QATAR LLC	G	10,57	G	10,55
République Tchèque				
BRIONI CZECH REPUBLIC SRO	G	41,44	G	41,38
LUXURY GOODS CZECH REBUBLIC SRO	G	41,44	G	41,38
YVES SAINT LAURENT CZECH REPUBLIC SRO	G	41,44	G	41,38
Roumanie				
SIFA INTERNATIONAL SRL	G	29,01	G	28,97

SOCIETES			% de détention	
		2020		2019
	Russie			
BOUCHERON RUSSIA OOO	G	41,44	G	41,38
GUCCI RUS OOO	G	41,44	G	41,38
ULYSSE NARDIN RUSSIA LLC	G	41,44	G	41,38
	Serbie			
LUXURY TANNERY DOO	G	21,13	G	21,11
F.LLI ROSSI SHOES DOO	G	29,01	G	28,97
	Singapour			
ALEXANDER McQUEEN (SINGAPORE) PTE LTD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA SINGAPORE PTE LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA SINGAPORE PTE LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI SINGAPORE PTE LTD	G	41,44	G	41,38
SAINT LAURENT (SINGAPORE) PTE LTD	G	41,44	G	41,38
	Suisse			
BALENCIAGA SWITZERLAND SA	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA SA		Fusion	G	41,38
BOTTEGA VENETA SWISS RETAIL SA	G	41,44		Création
BOUCHERON (SUISSE) SA	G	41,44	G	41,38
BRIONI SWITZERLAND SA	G	41,44	G	41,38
DONZE CADRANS SA	G	41,44	G	41,38
FABBRICA QUADRANTI SA	G	41,44	G	41,38
GT SILK SA		Liquidation	G	41,38
GUCCI SWISS RETAIL SA	G	41,44	G	41,38
GUCCI SWISS TIMEPIECES SA	G	41,44	G	41,38
LUXURY GOODS OUTLETS EUROPE SAGL	G	41,44	G	41,38
OCHS UND JUNIOR AG		Cession	E	13,57
SIGATEC SA	E	20,72	E	20,69
SOWIND GROUP SA	G	41,44	G	41,38
SOWIND SA	G	41,44	G	41,38
THE MALL LUXURY OUTLET SA	G	41,44	G	41,38
ULYSSE NARDIN LE LOCLE SA	G	41,44	G	41,38
UNCA SA	E	20,72	E	20,69
YVES SAINT LAURENT SWITZERLAND SA	G	41,44	G	41,38
	Thaïlande			
ALEXANDER MCQUEEN (THAILAND) LTD	G	41,44	G	41,38
BALENCIAGA THAILAND LTD	G	41,44	G	41,38
BOTTEGA VENETA (THAILAND) Ltd	G	31,08	G	31,04
CLOSED-CYCLE BREEDING INTERNATIONAL LTD	G	19,89	G	19,86
G. OPERATIONS FRASEC LTD	G	20,31	G	20,28
GUCCI (THAILAND) CO LTD	G	41,44	G	41,38
GUCCI SERVICES (THAILAND) Ltd	G	40,61	G	40,56
LUXURY GOODS (THAILAND) Ltd	G	31,08	G	31,04
SAINT LAURENT (THAILAND) CO LTD	G	41,44	G	41,38
	Turquie			
GUCCI TURKEY LUXURY GOODS TRADE LLP	G	41,44	G	41,38
POMELLATO MUCEVHERAT VE AKSESUAR DAGITIM VE TICARET LIMITED SIRKETI	G	41,44	G	41,38
	Vietnam			
GUCCI VIETNAM CO LTD	G	41,44	G	41,38
<u>CORPORATE ET AUTRES - KERING</u>				
	France			
CONSEIL ET ASSISTANCE		Fusion	G	41,38
DISCODIS SAS	G	41,44	G	41,38
GG FRANCE 13 SAS	G	41,44	G	41,38
GG FRANCE 14 SAS	G	41,44	G	41,38
KERING FRANCE PARTICIPATIONS SAS	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR FRANCE SAS	G	26,20	G	26,07
KERING FINANCE SNC	G	41,44	G	41,38
KERING SIGNATURE	G	41,44	G	41,38
MANUFACTURE KERING EYEWEAR SAS	G	26,20	G	26,07
	Allemagne			
KERING EYEWEAR DACH GMBH	G	26,20	G	26,07
	Australie			
KERING AUSTRALIA PTY LTD	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR AUSTRALIA PTY LTD	G	26,20	G	26,07

SOCIETES			% de détention	
		2020		2019
Chine				
<i>Chine continentale</i>				
GUANGZHOU KGS CORPORATE MANAGEMENT & CONSULTANCY LTD	G	41,44	G	41,38
KERING (CHINA) ENTERPRISE MANAGEMENT Ltd		Fusion	G	41,38
KERING EYEWEAR SHANGHAI TRADING ENTERPRISES LTD	G	26,20	G	26,07
REDCATS COMMERCE ET TRADING (SHANGHAI) CO LTD	G	41,44	G	41,38
REDCATS SOURCING (SHANGAI) LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Hong Kong SAR</i>				
KERING ASIA PACIFIC LTD	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR APAC LTD	G	26,20	G	26,07
KGS GLOBAL MANAGEMENT SERVICES LTD	G	41,44	G	41,38
KGS SOURCING LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Taiwan</i>				
KERING EYEWEAR TAIWAN LTD	G	26,20	G	26,07
<i>Corée</i>				
KERING EYEWEAR KOREA Ltd	G	26,20	G	26,07
KERING KOREA LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Croatie</i>				
KERING EYEWEAR SOUTH EAST EUROPE DOO	G	26,20	G	26,07
<i>Emirats Arabes Unis</i>				
KERING SERVICES MIDDLE EAST	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR MIDDLE EAST FZ-LLC	G	26,20	G	26,07
<i>Espagne</i>				
KERING EYEWEAR ESPANA SA	G	26,20	G	26,07
KERING SPAIN SL	G	41,44	G	41,38
<i>Etats-Unis</i>				
KERING AMERICAS INC	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR USA INC	G	26,20	G	26,07
YOUR FRIENDS IN NEW YORK HOLDINGS LLC	E	9,21		Création
<i>Grande-Bretagne</i>				
KERING EYEWEAR UK LTD	G	26,20	G	26,07
KERING INTERNATIONAL LTD	G	41,44	G	41,38
KERING UK SERVICES LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Italie</i>				
ALEXANDER MCQUEEN LOGISTICA SRL	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR SPA	G	26,20	G	26,07
KERING ITALIA SPA	G	41,44	G	41,38
KERING SERVICE ITALIA SPA	G	41,44	G	41,38
TRENTI INDUSTRIA OCCHIALI SRL	E	12,43	E	12,42
<i>Inde</i>				
KERING EYEWEAR INDIA LTD	G	26,20	G	26,07
KGS SOURCING INDIA PTE LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Japon</i>				
GUCCI YUGEN KAISHA	G	41,44	G	41,38
KERING EYEWEAR JAPAN LTD	G	26,20	G	26,07
KERING JAPAN LTD	G	41,44	G	41,38
KERING TOKYO INVESTMENT LTD	G	41,44	G	41,38
<i>Luxembourg</i>				
E_KERING LUX SA	G	41,44	G	41,38
GEMINGA SARL	G	41,44	G	41,38
KERING INVESTMENTS SA	G	39,01		Création
KERING RE	G	41,44	G	41,38
<i>Malaisie</i>				
KERING EYEWEAR MALAYSIA SDN BHD	G	26,20	G	26,07
KERING SERVICES MALAYSIA SDN BHD	G	41,44	G	41,38
<i>Mexique</i>				
KERING MEXICO S DE RL DE CV	G	41,44	G	41,38
<i>Pays-Bas</i>				
K. OPERATIONS BV	G	41,44	G	41,38
GUCCI PARTICIPATION BV	G	41,44	G	41,38
KERING HOLLAND NV	G	41,44	G	41,38
KERING INVESTMENTS EUROPE BV	G	41,44	G	41,38
KTK NETHERLANDS BV	G	41,44		Création
<i>Singapour</i>				
KERING EYEWEAR SINGAPORE PTE LTD	G	26,20	G	26,07
KERING (SINGAPORE) WATCHES AND JEWELRY PTE LTD	G	41,44	G	41,38
KERING SOUTH EAST ASIA PTE LTD	G	41,44	G	41,38

SOCIETES	% de détention			
	2020	2019		
Suisse				
LUXURY GOODS INTERNATIONAL SA	G	41,44	G	41,38
LUXURY GOODS LOGISTICS SA	G	21,13	G	21,11
LUXURY GOODS OPERATIONS SA	G	21,13	G	21,11
Turquie				
KGS SOURCING TURKEY LTD	G	41,44	G	41,38

VENTES AUX ENCHERES

CHRISTIE'S INTERNATIONAL PLC (Grande-Bretagne)	G	100,00	G	100,00
Grande Bretagne				
BLAINS LTD	G	100,00	G	100,00
C A JEWELLERY LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE, MANSON AND WOODS (BELGIUM) LTD		Liquidation	G	100,00
CHRISTIE, MANSON AND WOODS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S (PENSION TRUSTEES) LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S ART COLLECTION SERVICES LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S ASSETS HOLDINGS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S ASSETS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S EDUCATION LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S EUROPE LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S EUROPEAN HOLDINGS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S FINE ART STORAGE SERVICES LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S HONG KONG (HOLDINGS) LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S IMAGES LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INTERNATIONAL MEDIA DIVISION LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE EUROPE LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S OVERSEAS HOLDINGS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S PRIVATE SALES HOLDINGS LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S PRIVATE SALES LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S SCOTLAND LTD		Liquidation	G	100,00
CHRISTIE'S SOUTH KENSINGTON LTD	G	100,00	G	100,00
CI PROPERTY AND INVESTMENTS LTD	G	100,00	G	100,00
FIRST PROPERTY AND INVESTMENT MANAGEMENT LTD	G	100,00	G	100,00
HALL AND KNIGHT LTD		Liquidation	G	100,00
COLLECTRIUM LIMITED (ex KING STREET FINE ART LTD)	G	100,00	G	100,00
STUDIO SMK LTD	G	100,00	G	100,00
TOPSAIL INSURANCE COMPANY LTD	G	100,00	G	100,00
Allemagne				
CHRISTIE'S (DEUTSCHLAND) GMBH	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S AUKTIONEN GMBH	G	100,00	G	100,00
HAUNCH OF VENISON GMBH	G	100,00	G	100,00
Australie				
CHRISTIE'S AUSTRALIA PTY LTD	G	100,00	G	100,00
Autriche				
CHRISTIE'S KUNSTAUKTIONEN GMBH	G	100,00	G	100,00
Belgique				
CHRISTIE'S BELGIUM SA	G	100,00	G	100,00
Brésil				
CHRISTIE'S BRASIL NEGOCIOS EM ARTE LIMITADA	G	100,00	G	100,00
Canada				
CHRISTIE'S CANADA INC	G	100,00	G	100,00
Chili				
CHRISTIE'S CHILE SPA	G	100,00	G	100,00
Chine				
<i>Chine continentale</i>				
CHRISTIE'S AUCTION (SHANGAI) CO LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S AUCTION (SHANGAI) WAIGAOQIAO CO LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S CULTURAL AND ART (BEIJING) CO LTD	G	100,00	G	100,00
<i>Hong-Kong SAR</i>				
CHRISTIE, MANSON AND WOODS (HONG KONG) LTD		Liquidation	G	100,00
CHRISTIE'S CHINA LTD	G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S HONG KONG LTD	G	100,00	G	100,00
Emirats Arabes Unis				
CHRISTIE'S LTD	G	100,00	G	100,00

SOCIETES		% de détention			
		2020		2019	
	Espagne				
CHRISTIE'S IBERICA SL		G	100,00	G	100,00
	Etats-Unis				
ARTCAPTURE LLC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S APPRAISALS INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S ASSETS INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S EDUCATION INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S FINE ART STORAGE SERVICES INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S HOLDINGS INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE MANAGEMENT INC		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE - GROUP INC (ex CHRISTIE'S INTERNATIC		G	100,00	G	100,00
COLLECTRIUM INC		G	100,00	G	100,00
HAUNCH OF VENISON INC		G	100,00	G	100,00
PARK ART HOLDINGS INC		G	100,00	G	100,00
	France				
CHRISTIE'S FRANCE SAS		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S FRANCE SNC		G	100,00	G	100,00
	Inde				
CHRISTIE'S INDIA PRIVATE LTD		G	100,00	G	100,00
	Israël				
CHRISTIE'S (ISRAEL) LTD		G	100,00	G	100,00
	Japon				
CHRISTIE'S JAPAN LTD		G	100,00	G	100,00
	Malaisie				
CHRISTIE'S MALAYSIA ART BUSINESS SDN BHD		G	100,00	G	100,00
	Monaco				
CHRISTIE'S MONACO SAM		G	100,00	G	100,00
	Pays-Bas				
CHRISTIE'S AMSTERDAM BV		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S BV		G	100,00	G	100,00
	Russie				
CHRISTIE'S LIMITED LIABILITY COMPANY		G	100,00	G	100,00
	Singapour				
CHRISTIE'S INTERNATIONAL SINGAPORE PTE LTD		G	100,00	G	100,00
	Suisse				
CHRISTIE'S INTERNATIONAL SA		G	100,00	G	100,00
CHRISTIE'S ECOMMERCE SA		G	100,00	G	100,00
HAUNCH OF VENISON AG		G	100,00	G	100,00
	Thaïlande				
CHRISTIE'S AUCTION (THAILAND) CO LTD		G	100,00	G	100,00

VIGNOBLES

<u>SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHÂTEAU LATOUR</u>		G	95,48	G	95,48
	France				
SARL CHÂTEAU LATOUR DIFFUSION		G	95,48	G	95,48
<u>DOMAINE D'EUGENIE</u>		G	100,00	G	100,00
	France				
H2O		G	100,00	G	100,00
<u>DOMAINE DE CHÂTEAU GRILLET</u> (France)		G	100,00	G	100,00
<u>SOCIETE CIVILE DU VIGNOBLE DE CHÂTEAU GRILLET</u> (France)		G	100,00	G	100,00
<u>CHÂTEAU SIAURAC AND CO</u>			Cession	G	100,00
	France				
DOMAINE DE SIAURAC			Cession	G	89,05
<u>PAN</u> (France)			Fusion	G	100,00
<u>KERWIN ESTATE</u> (Etats-Unis)		G	100,00	G	100,00
<u>CLOS DE TART</u> (France) *		G	100,00	G	100,00

SOCIETES	% de détention			
	2020	2019		
CROISIERES				
ARVAG (France)	G	93,44	G	92,81
France				
COMPAGNIE DES ILES DU DIAMANT SA	G		G	92,81
COMPAGNIE DU PONANT SAS	G		G	92,81
ILES DU PONANT 1	G		G	90,30
SODETOUR INTERNATIONAL SA	G		G	92,81
OUNAS SAS	G		G	92,81
POINT BARROW SAS	G		G	92,81
Australie				
COMPAGNIE DU PONANT PTY LTD	G		G	92,81
Chine				
COMPAGNIE DU PONANT HONG KONG LTD	G		G	92,81
COMPAGNIE DU PONANT SHANGAI INFORMATION CONSULTING CO	G		G	92,81
Etats-Unis				
PONANT USA LLC	G		G	92,81
PAUL GAUGUIN CRUISE LINE LTD	G		G	92,81
AUTRES ACTIVITES ARTEMIS				
PUMA SE (Allemagne)	E	32,88	E	35,32
SEBDO LE POINT	G	100,00	G	100,00
France				
LE POINT COMMUNICATION	G	100,00	G	100,00
LE POINT DEVELOPPEMENT	G	99,90	G	99,90
STADE RENNAIS FOOTBALL CLUB SASP (France)	G	100,00	G	100,00
SCAR (France)	E	49,00	E	49,00
HOLDINGS ARTEMIS				
France				
AROK INTERNATIONAL	G	100,00	G	100,00
ARCHER (ex ARTEMIS 21)	G	100,00	G	99,19
ARTEMIS 24	G	96,63	G	96,63
ORTYGIA (ex ARTEMIS 25)	G	100,00	G	100,00
ARTEMIS DOMAINES (ex DELOR)	G	100,00	G	100,00
DIWEZH (ex ARTEMIS FINANCE)	G	100,00	G	100,00
ARTEMIS INVESTISSEMENTS		Fusion	G	100,00
EPS	G	100,00	G	100,00
SEMIRAT (ex ARTEMIS 22)	G	100,00	G	100,00
TER OBLIGATIONS (ex ARTEMIS 32)	G	100,00	G	99,46
TERISAM (ex ARTEMIS 19)	G	100,00	G	100,00
SELENA (ex ARTEMIS 34)	G	100,00	G	100,00
ARTEMIS 35	G	100,00	G	100,00

* Les résultats de ces sociétés sont consolidés à hauteur de la part contractuelle du Groupe dans leurs opérations qui peut différer de leur pourcentage de détention dans le capital